TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste

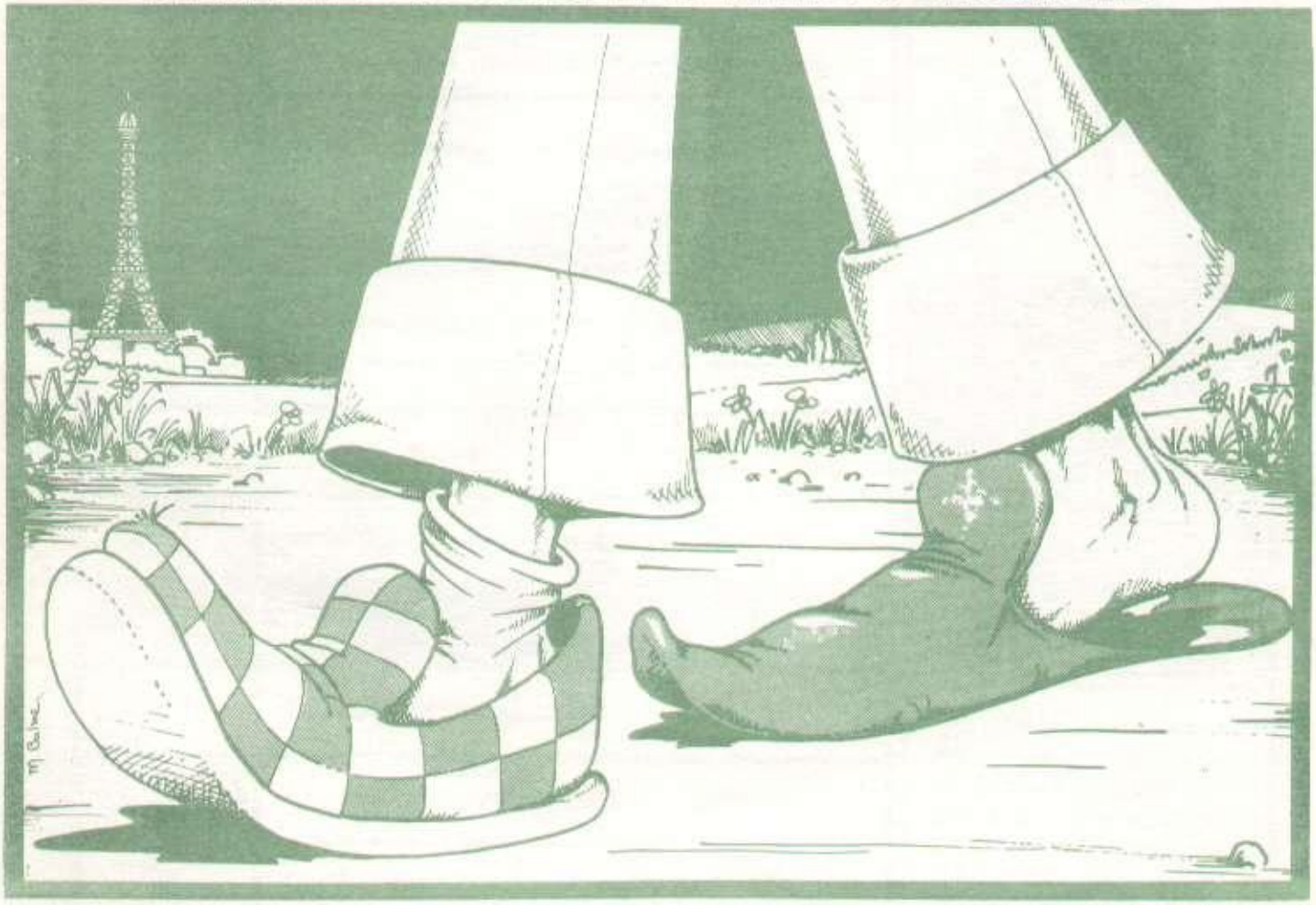
ISSN 0754-281 X

MENSUEL – N°13 – Octobre 1983 – 7,00 F

MARCHE POUR L'ÉGALITÉ

rassemblant les habitants de France de toutes origines
pour la constitution d'une société solidaire

MARSEILLE 15 OCTOBRE / PARIS 3 DECEMBRE



Coordination nationale : CIMADE, S.O.S. AVENIR MINGUETTES, MAN
3, rue Diderot, 69001 LYON

DOSSIER SUR L'EUROPE pp. 12.13.14.15

SOMMAIRE

2	Ça s'est passé
3	Editorial
4 - 5	Marche pour l'égalité et contre le racisme
6	La droite : dangers de sa stratégie actuelle
7	Dans la vie des travailleurs
8 - 9	La politique industrielle du gouvernement
10	Thomson-CGE : les dessous d'une restructuration
11	PCF : A propos de la «fausse gauche»
12 - 13	Lomé III : mettre fin à l'échange inégal ?
14 - 15 - 16	Elections européennes : interviews de F. Larguier et G. Sutra
17	Le monde en bref
17 - 18	Intérêts impérialistes dans le Golfe
19	Chine : conquérir la moitié du ciel
20 - 21	De retour du Nicaragua libre
22	Impressions d'Algérie — 1983
23	Cinéma — Musique
24	Les lecteurs nous écrivent...

Ont participé à ce numéro : *Pierre Bauby, Alain Castan, Claude Dhalluin, Camille Granot, Jacques Jurquet, Dominique Lardeux, François Larguier, Michel Lopez, Michel M., Marc Perrin, Philippe Rijsel, Serge Senez, Marie-Claude S., Alain Sentier, Thomas Zek.*

ÇA S'EST PASSE

GROUILLEMENTS DANS UN PANIER DE CRABES

L'affaire remonte à 82. Mme M., 70 ans, retraitée, voulait être relogée décemment. Elle contacte Pierre Dangles, adjoint au Logement dans le XVI[e] arrondissement de Paris.
Ce dernier promet de faire quelque chose contre une, modeste, contribution de 10 000 F...
Mme M. ne versera que 5 000 F, sur les 6 000 F trimestriels qu'elle venait de toucher du Fonds national de solidarité...
Elle attend toujours son logement.
Yves Lancien, un gaulliste de la vieille garde, découvre l'affaire... Il n'en revient pas. Fidèle à ses principes d'hier, il dénonce et pose le problème devant son parti.
Ça grouille dans le panier de crabes.
Chirac intervient, diplomate jusqu'au bout de l'épingle de cravate, et en définitive couvre l'élu indélicat.
Les 5000 F, eux, ont disparu quelque part entre la poche de Dangles et un journal de propagande RPR, via la SEMIREP (une des sociétés de rénovation du parc immobilier de Paris).
Pour 5000 balles, t'a pu rien... et surtout pas les faveurs d'un élu RPR.

JUGULAIRE-JUGULAIRE...

On aurait pu croire que le 10 mai triomphant, supprimant les Tribunaux militaires, avait donné de nouveaux droits aux appelés du contingent.
On aurait pu croire que les procès du genre Draguignan étaient de l'histoire ancienne.
Peut-être que Laurent Fritz et Olivier Grandmaison, appelés au 32[e] régiment du Génie stationné à Kiel, (Allemagne), le croyaient aussi.
Les voilà embastillés pour : *« Incitation d'un à plusieurs militaires à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline. »* et *« Violation d'une consigne générale donnée à la troupe, en introduisant des textes sans autorisation et en se livrant à des activités de propagande politique ou syndicale contraire au règlement de discipline générale des armées. »*
Respectivement articles 441 et 445 du Code de justice militaire.
La grande muette est plus que disserte quand elle sort ses textes. A la clef : de six mois à deux ans de prison.
L'accusation repose, à l'instar du guerrier, sur une pétition protestant contre les conditions matérielles et morales des appelés stationnés en Allemagne... et une motion *« pour le retrait de toutes les forces étrangères basées en RFA et en RDA »*... ce qui se défend à l'heure de la paix et du désarmement...
Hernu l'a dit et répété, pas question de « comité de soldats », mais depuis le 10 mai, c'est la première fois que la justice militaire ressort les articles 441 et 445 pour sévir...
Droits d'expression, dans la bouche du galonné de service, ça reste encore synonyme de maladie honteuse... « J'veux voir qu'une tête ! ».

UN PLEIN BARRIL D'EMBROUILLES

L'affaire Barril fait encore la Une de tous les journaux, y retrouver ses petits dans le roman ou la vérité, c'est pas facile facile...
Ses contacts avec Action directe, sa préparation d'un coup d'Etat à Haïti contre Duvallier et ses macoutes pour le compte des certains chevaliers d'industries et avec l'aval de la DST... ou, vieille histoire, sa participation non-prouvée à un trafic d'armes où trempaient quelques militants d'extrême-droite... font les gorges chaudes de tous les médias.
Mais Barril, c'est aussi l'homme des « preuves » fabriquées contre les « super-terroristes » irlandais de Vincennes... Avec cocorico élyséen à l'appui.
Si on rajoute à cela, l'histoire corse qui mit le feu au Barril de poudre...
Ça devient dur de cerner le bonhomme.
Quoi qu'il en soit, et pour ne pas entrer dans une vision des choses qui fait un peu trop SAS de pacotille, les menées « antiterroristes » de Barril en Corse ou l'affaire des Irlandais méritent d'être éclaircies... C'est le moins que l'on puisse dire.
En Corse, la « mission » Barril était-elle le pendant de la « mission » du shériff Broussard? Jusqu'à quel point l'Elysée et son responsable antiterroriste, Fransceschi, le couvraient-il?
Barril fait la Une des journaux, dans un embrouillamini politico-barbouzard indescriptible. Condottière moderne ou fonctionnaire aux ordres?
Il est difficile de croire qu'un seul homme ait pu mener tant d'activités de son propre chef? Et pour quels intérêts?
Alors les retraits frileux – c'est de saison – derrière le sempiternel « secret-défense » ne sont plus de mise.
La clarté doit être faite sur les tenants et les aboutissants de cette affaire. Revendication légitime : après tout, ce sont nos libertés qui sont en jeu...
A moins que le style manteau couleur de muraille et fausse barbe, soit une constante de nos gouvernements successifs... même si ça GIGN parfois aux entournures?

LE POIDS DES MOTS...

En l'occurence, croisés dans *Magazine hebdo*. Cruciverbistes à vos crayons! Et gare aux éclaboussures. Le sport cérébral à droite prend, quelquefois, une drôle de connotation... jusqu'à l'outrance. Par exemple, dans le numéro 4 de ce magazine naw droite, à la définition *« Donne sa couleur locale au métro parisien »* en 14 lettres : la solution à trouver est *« africanisation »*... Ça résume bien les campagnes xénophobes menées ces derniers mois, et en plus, machiavélique, on fait du lecteur un complice... Autre clin d'œil dans sa direction, autre définition : *« Privilégié en régime socialiste »* donne *« médiocre »*... Ce que n'est évidemment pas le lecteur assidu de *Magazine hebdo* ! L'élite a parlé. La droite « intelligente », c'est pas dans *Magazine hebdo* qu'elle sévit...

Mais un magazine, digne de ce nom, ne serait pas complet si le choc de l'image ne s'ajoutait au poids des mots. *« Les aventures de Max »*... belle prestance aryenne, visage anguleux et – on l'imagine – l'œil bleu, ne dépareillent pas avec le reste. Evidemment, les agresseurs que le beau Max met à raison ont tous les stigmates de la lie de la terre, suivant les préceptes des chantres de la Nouvelle droite. Incitation à la haine raciale : une certaine loi, millésimée 1972, ne condamne-t-elle pas ce genre de propos?

Claude DHALLUIN

EDITORIAL

Remonter le courant

Au lendemain des élections à la Sécurité sociale, bien des militants ouvriers et syndicalistes, une fois encore, accusent le coup, car les scores obtenus, même s'ils le sont dans des conditions inédites (voir article p. 7), mesurent néanmoins un certain rapport entre leurs syndicats, CGT et CFDT, et la large masse des salariés du pays. Rapport dont il faut prendre acte, et que confirment d'autres indices, d'autres signes d'une rupture grandissante entre les travailleurs, la majorité des hommes et des femmes de ce pays et les forces ouvrières et populaires organisées : prud'homales de 82, élections politiques partielles, municipales de mars... Plus encore, pèse sur tous le climat d'inquiétude du lendemain, de repli sur soi, de déception qui a saisi beaucoup de travailleurs.

Tout cela exige des remises en question radicales et collectives. Moins que jamais ne rassurent les paroles qu'affectionnent les dirigeants du PS, du type « c'est la crise, on n'y peut rien... sinon la gérer le moins douloureusement possible ; quelques bons indices de plus et la confiance renaîtra ». Moins que jamais, non plus, les explications trouvées dans « une campagne acharnée de la droite » ne font le tour de la question ni ne convainquent vraiment. Car il ne s'agit pas seulement d'un mauvais moment à passer. Tous les clignotants signalent une sérieuse alarme pour les années à venir : la poursuite de l'offensive, une remontée rapide d'une droite haineuse et raciste, prête à tout, et sa fusion possible avec certaines couches populaires écrasées par le chômage et la crise ; un divorce accru entre les travailleurs et le mouvement ouvrier et populaire organisé. Tous ceux qui se targuent tant de réalisme et d'esprit de responsabilité cherchent-ils, chercheront-ils à cerner les responsabilités exactes de la politique mise en œuvre, au gouvernement et dans le pays, depuis le 10 mai 1981 et de leurs politiques antérieures?

Ces responsabilités apparaissent de plus en plus évidentes au fil des mois. On a prétendu maintenir tel que le système économique et politique, le maîtriser et le transformer en douceur et tous ses rouages ont joué CONTRE les intérêts fondamentaux des travailleurs ; les réformes positives elles-mêmes rencontrent mille obstacles à leur mise en application ! Tandis qu'on se soumet benoîtement aux lois économiques et politiques du système, les hommes du capital et de la droite jouent de tous leurs atouts, spéculent, exportent leurs capitaux, se font payer les nationalisations au prix fort, ramassent les subventions et ne créent aucun emploi, mènent une offensive idéologique tous azimuts... et parviennent à se faire passer pour des « victimes » de l'étatisme de la gauche, privés de liberté, écrasés sous les charges, etc. Tandis que de l'Elysée, on prêche « la trêve des classes », la haine commence de se déchaîner sous l'impulsion de tous ceux que motivent la recherche du profit maximum et la volonté de domination. En définitive, les choix stratégiques retenus ont produit des effets inverses aux intentions proclamées : le chômage maintenu est en passe de s'accroître, les conditions de vie et de travail se sont aggravées, les travailleurs se sentent plus encore dépossédés de leur avenir. Dans les difficultés actuelles, il y a plus qu'un désaveu de la politique d'austérité, il y a la sanction, concrète, palpable, des choix stratégiques traditionnels à gauche, d'un type de relations aux travailleurs, d'un type de relations entre les forces populaires organisées elles-mêmes. Tous les tenants et aboutissants des différentes politiques mises en œuvre à gauche depuis quelques décennies doivent être examinés, passés au crible des faits, discutés collectivement sans a priori ni faiblesse dans les rangs ouvriers et populaires.

Nous sommes partants pour cette étude et cette discussion, pour passer au crible aussi nos propres propositions, nos propres certitudes. Explorer ensemble de nouvelles voies, forger une autre politique, ce n'est pas seulement affaire de mots, de propositions, de discussions. C'est affaire d'actions, de combats, ensemble. Ceux-ci existent aujourd'hui ; combats difficiles, trop souvent isolés, combats aux objectifs précis et limités, ils se perdent ou se gagnent, forgeant des hommes et des femmes qui tiennent bon, qui s'efforcent de remonter le courant. Ceux-là qui bagarrent ici dans un Centre de tri, là pour stopper des licenciements, ici encore pour redresser une section syndicale, une amicale de locataires, ceux qui bagarrent contre le racisme, souvent formulent des exigences nouvelles, souvent entretiennent de nouveaux rapports entre eux et avec la politique. Sans compter les jeunes, qu'on dit trop vite « dépolitisés », et qui, méfiants d'un certain type de politique, tâtonnent et s'organisent à la mesure de leurs besoins et aspirations. Là, parmi ceux qui tiennent, combattent, espèrent se trouvent les germes du renouveau.

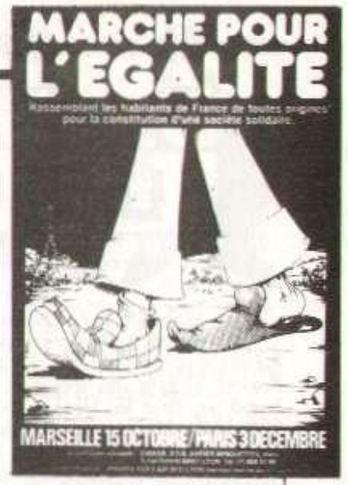
Camille GRANOT

Les travailleuses des CCP en lutte

Christian DELORME :

«Pour une société pluri ethnique et multiculturelle»

Christian Delorme, initiateur de la Marche pour l'Egalité, a tenu une conférence de presse, le 13 octobre, deux jours avant son départ. Voici de larges extraits de ses propos. Le PCML soutient cette initiative extrêmement opportune et mettra tout en œuvre pour contribuer à son succès, dans le respect des décisions de ses initiateurs.



□ Quelles sont l'origine et l'évolution de l'initiative de «La Marche pour l'égalité» ?

Notre initiative vient à un moment où se passe un autre événement important en France, non seulement pour l'ensemble des travailleurs, mais plus particulièrement pour les travailleurs immigrés : les élections à la Sécurité sociale du 19 octobre. Pour la première fois des étrangers, en France, vont être à la fois électeurs et éligibles. Notre initiative est partie tout simplement d'une idée lancée à la fin du mois de juin par Toumi Djaïdja, le président de *SOS-Avenir Minguettes*, 21 ans, qui le 20 juin a reçu presqu'à bout portant une balle de la part d'un policier, et qui a dû sa survie vraiment à un concours de chance extraordinaire.

Alors que nous étions allés le voir au pied de son lit, Toumi a eu cette exclamation : *«Ce qu'il faudrait que l'on fasse, c'est comme ces Indiens qu'on a vus dans le film de Gandhi ou ces Noirs américains qu'on a vus à la télévision, c'est une grande marche pour l'égalité.»* Cette idée a mûri dans nos têtes et nous l'avons finalement mise en route. Au départ, quand Toumi l'a lancée, il s'agissait surtout de réagir aux meurtres, aux agressions contre les jeunes maghrébins qui se sont succédés au printemps et l'été dernier... Il s'agissait surtout de dire : *«Mais enfin, dans cette société française nous ne sommes même pas égaux devant le droit à la vie. On peut nous tirer comme des lapins et cela est admis par la société, par l'opinion publique presque dans son ensemble, admis par les autorités judiciaires qui très rapidement libèrent les auteurs de ces attentats.»* Et puis, progressivement, nous avons été amenés à adapter notre projet à l'évolution globale de la situation en France. Nous avons vu, en effet, un courant xénophobe, qui va en grossissant, en s'affirmant. Il y a quelques années, on entendait des discours, des propos racistes, rarement ils s'affichaient aussi publiquement qu'aujourd'hui. Malheureusement, on entend aujourd'hui dans le métro, dans les magasins, des gens qui ouvertement disent des propos antiarabes, antijuifs. Car le racisme n'a pas de limites à partir du moment où il commence à se déchaîner.

Ce courant xénophobe a été particulièrement illustré durant la campagne des municipales en mars 83, beaucoup au moment de la campagne municipale de Dreux en septembre dernier. Alors, il y a eu une évolution de notre projet. Nous nous sommes dits : *«Il ne s'agit plus seulement de dénoncer les agressions à l'encontre des jeunes, il s'agit aussi d'essayer de faire face à ce courant xénophobe qui grossit aujourd'hui. Il s'agit de mettre un frein, de créer un barrage à cette vague.»*

Nous constations parallèlement que peu de gens réagissaient. Ici encore, je tiens à dire que nous ne sommes pas les seuls et les premiers à réagir. Il y a des associations qui ont essayé de faire entendre leur voix, en face de cette montée de la xénophobie, de cette montée du rejet de l'étranger, de la peur de l'étranger. Mais il y a eu beaucoup de difficultés pour ces associations à se coordonner, à essayer d'avoir ensemble une parole et des actes publics. Si bien que nous autres, avons eu la prétention ou le culot de proposer une initiative partie d'un lit d'hôpital, d'un jeune blessé dans une banlieue lyonnaise; nous avons eu le culot de proposer cette initiative à l'ensemble des organisations qui en France sont plus sensibles à la solidarité entre Français et étrangers, à l'ensemble des organisations syndicales et politiques. Or, nous nous sommes aperçus, heureusement assez vite, que cette idée-là prenait corps, que cette idée-là plaisait. Les gens à qui nous la proposions avaient envie d'entrer dans cette dynamique. L'idée a circulé, dans les associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, dans un certain nombre de paroisses protestantes ou catholiques, dans des groupes politiques, dans des fédérations de parti, dans des fédérations syndicales, dans des réseaux écologistes et Tiers Monde. Depuis deux mois et demi, nous avons été les témoins heureux d'une mobilisation importante, même si celle-ci s'est faite à travers des débats légitimes.

□ Quels sont ses objectifs ?

Le titre que nous avons choisi le dit bien : *«Marche pour l'égalité et contre le racisme»*. Pour l'égalité : dans notre pays où d'importantes communautés étrangères vivent, sont installées depuis de nombreuses années, la plupart d'entre elles depuis plus de 10 ans, souvent depuis 20, 30 ans, nous sommes bien conscients que l'égalité n'existe pas entre les nationaux et entre les non nationaux, et même entre les gens de nationalité française mais que l'on peut qualifier «de couleur» ou venant de pays hors de l'hexagone. Il y a inégalité dans le logement, dans le travail, dans la formation professionnelle, dans la scolarité, dans le droit d'exprimer sa propre culture, dans le droit à vivre sa religion de façon collective.

Notre marche se veut une entreprise pacifique. Il ne s'agit pas de répondre à la violence des propos et des comportements xénophobes par une autre violence fut-elle même seulement verbale. Il s'agit au contraire de dire : *«Il y a dans ce pays des hommes de la fraternité. Il y a une tradition de la fraternité dans ce pays, une tradition de l'égalité qui n'est pas seulement inscrite aux frontons des mairies ou sur les pièces de monnaie, mais qui est aussi inscrite dans notre culture, dans le cœur et dans la tête de beaucoup de gens.»* Alors ces gens-là, qui jusqu'à présent en face de la montée de la xénophobie se sont peu manifestés collectivement, nous avons la prétention, au-delà des clivages politiques, de les rassembler, de les réunir, de les faire rejoindre notre Marche, de leur permettre de s'en montrer solidaires.

Arriverons-nous à rassembler ? Peut-être, peut-être pas ? Je crois que nous y parviendrons. (...)

Notre message sera entendu par beaucoup, hommes, femmes, jeunes de ce pays, de quelques origines qu'ils soient; sûrement sera-t-il entendu par les responsables politiques, par les responsables religieux, par les responsables divers de ce pays. Notre parole est à la fois inquiète en face d'une situation qui se dégrade, mais elle est résolue parce que nous voulons faire barrage, même si c'est une première initiative que d'autres suivront.

La France est devenue une société pluriethnique, multiculturelle, c'est un fait, on n'y peut rien; au contraire, ce que l'on peut c'est permettre que les gens vivent ensemble de la manière la plus heureuse. Les partis d'opposition aujourd'hui demandent un débat public sur cette question. Le Parti républicain plus particulièrement commence à mener campagne en ce moment, en disant : on n'a pas demandé aux Français s'ils voulaient vivre dans une société pluri-ethnique. Cette question, ils auraient pu se la poser auparavant, à l'époque où ils étaient eux-mêmes au pouvoir. Ce débat, il est vrai, doit être mené, mais non pas avec l'intention de mettre les étrangers dehors, mais avec l'intention de construire cette nation plurielle.

Où mener ce débat ? Au Parlement : c'est certainement un lieu où le débat doit être mené dans une société démocratique. Mais il doit être mené d'abord dans l'opinion à travers les associations, à travers des initiatives comme celle que nous prenons. Il est certain qu'avec cette initiative, nous tremblons un peu. Qu'allons-nous déclencher ? La solidarité, sûrement, nous en sommes sûrs et nous espérons que c'est celle-là qui primera. Nous pouvons provoquer aussi des réactions inverses et, là, nous ne pouvons que faire appel au sens des responsabilités des grandes organisations politiques et syndicales françaises, quelles que soient leurs tendances, quel que soit leur regard par rapport à l'immigration, nous ne pouvons que faire appel à elles pour que le débat que nous proposons soit un débat pacifique et serein. L'aventure dans laquelle nous nous lançons comporte des risques pour ceux qui vont faire cette marche, comporte des risques pour l'avenir de la vie entre Français et communautés d'origine étrangère, mais il nous semble qu'il fallait le prendre.

Propos recueillis par Marc PERRIN

A la Courneuve, après l'assassinat de Toufik

STOP !

Nous, jeunes issus de l'immigration, avons décidé de riposter...

Tel est l'appel d'un «collectif-jeunes» regroupant diverses associations de jeunes immigrés de différentes banlieues de la région parisienne : Aubervilliers, Levallois, Livry-Gargan, Sevran, La Courneuve, Saint-Denis, Paris. Les jeunes, concernés par cette Marche, vont se mobiliser, faire des interventions dans les lycées, les entreprises, dans les cités, au niveau des associations... Le 15 octobre, le jour du départ de Marseille, ce «collectif-jeunes» a appelé à un rassemblement au canal St-Martin : *«pour notre intégrité physique, morale, sociale et politique, POUR NOS DROITS»*, rappelant les centaines d'assassinats racistes perpétrés contre les communautés étrangères vivant en France.

DANGERS DE SA STRATEGIE ACTUELLE

Les récents et nombreux échecs électoraux de la gauche, comme les mauvais sondages méritent réflexion, exigent des mesures. Encore faut-il en tirer les leçons, toutes les leçons. De notre point de vue, celles tirées après Sarcelles, Dreux, Antony ou Béziers sont insuffisantes. Après quelques dédramatisations d'usage, sur le thème : *« Il ne s'agit pas de tests nationaux »* ou *« Les résultats sont sur le fil »*, on nous offre le choix entre deux idées. *« La droite a mené en ces occasions des campagnes malhonnêtes, revanchardes et haineuses »* ou bien *« La droite en réalité stagne, elle n'a pas d'alternative à proposer, nous voyons seulement une désaffection de l'électorat de gauche temporairement déçu par la rigueur obligée »*.

Outre que ces points de vue ne vont pas au fond des responsabilités flagrantes de la politique gouvernementale condamnée par l'électorat, ils ne cernent pas non plus l'offensive de la droite.

LA DROITE A UN PROGRAMME

Chacun aura remarqué que le « raz-de-marée rose », c'est du passé. Mais tous n'ont pas encore remarqué que la droite politicienne, patronale ou idéologue s'est reprise et sérieusement. Lisons cet encadré de Favilla, éditorialiste des *Echos*. Nous nous apercevrons que la droite a un programme cohérent. A cet argument, certains nous rétorquent : *« Mais voyons la droite est divisée »* ou encore *« Favilla, c'est la nouvelle droite; la nouvelle droite tout comme l'extrême droite, est une petite force »*.

Il est vrai que les leaders de la droite sont divisés. Leurs projets divergent sur des points majeurs, mais non sur l'essentiel.

Comparons le programme minimum de ce Favilla et les prises de positions récentes de ces leaders. Chirac, face à la grève des postiers, n'a-t-il pas remis en cause le service public et le droit de grève? Barre et ses propositions concernant les charges sur les entreprises, n'est-ce pas un retour au libéralisme absolu et sauvage? Giscard et le Sénat, n'est-ce pas la limitation des droits démocratiques, si peu existent-ils? Pons et son « fascisme rouge », n'est-ce pas la voie d'une recomposition des alliances de droite jusqu'à Le Pen et l'exclusion de la société française de millions de personnes? Ne parlons pas des assauts contre la protection sociale! Ces personnages hésitent parfois, se contredisent souvent, mais à leur façon se retrouvent sur l'essentiel, un type de programme à la Favilla.

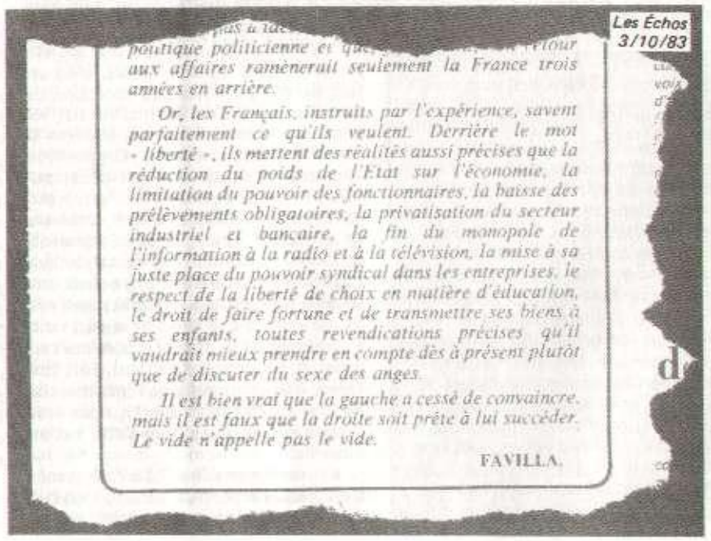
LA DROITE A UNE STRATÉGIE

Si la droite ne faisait que refuser, en trépignant, l'alternance, cela irait; mais elle a une stratégie de reconquête. Relisons quelques phrases de ce mystérieux Caton, le prophète anonyme de la renaissance élitiste. *« Nos stratégies doivent donc s'articuler en trois volets. Economique : non seulement le socialisme ça ne marche pas, mais en plus, ça ruine. Politique : poursuivre le harcèlement tous azimuts, unifier les forces de l'opposition, dégager de nouvelles alliances objectives afin de gagner toutes les élections prochaines. Culturel : entreprises de reconquête à la base, au niveau de l'association, du village, de la région. Sur tous ces points, nous avons commis quelques maladresses et perdu du temps dans de faux combats. »*

A l'époque, l'ironie était de bon ton. Aujourd'hui, il vaut mieux grimacer de dépit. La droite de droit divin n'est nullement disqualifiée. Des sommets de l'Etat, elle tente de replonger dans le corps populaire et d'y fusionner sur la base du mécontentement et du chômage, des thèmes racistes, élitistes et libéraux. Elle y réussit.

Dans la situation actuelle, le préoccupant, l'inquiétant ce n'est point le fascisme rampant à la Le Pen. Le préoccupant, l'inquiétant ce sont les tentatives de fusion des thèmes du capital-toutes-familles-confondues avec les millions et millions d'habitants de notre pays. Contre ce danger naissant, il faut se battre sans retard; mener une contre-offensive, comme vient de le dire le PCF. Mais qu'il soit aussi clair que pour réussir dans cette bataille, il faut absolument refuser tout compromis avec le racisme, tout compromis avec l'injustice et la régression sociale, tout compromis avec l'austérité pour les travailleurs, tout compromis avec l'exploitation et l'oppression des peuples du Tiers Monde.

Alain SENTIER



Les Échos 3/10/83

politique politicienne et que [illegible] retour aux affaires ramènerait seulement la France trois années en arrière.

Or, les Français, instruits par l'expérience, savent parfaitement ce qu'ils veulent. Derrière le mot « liberté », ils mettent des réalités aussi précises que la réduction du poids de l'Etat sur l'économie, la limitation du pouvoir des fonctionnaires, la baisse des prélèvements obligatoires, la privatisation du secteur industriel et bancaire, la fin du monopole de l'information à la radio et à la télévision, la mise à sa juste place du pouvoir syndical dans les entreprises, le respect de la liberté de choix en matière d'éducation, le droit de faire fortune et de transmettre ses biens à ses enfants, toutes revendications précises qu'il vaudrait mieux prendre en compte dès à présent plutôt que de discuter du sexe des anges.

Il est bien vrai que la gauche a cessé de convaincre, mais il est faux que la droite soit prête à lui succéder. Le vide n'appelle pas le vide.

FAVILLA.

Sécurité sociale : QUELQUES ELEMENTS

Les élections Sécurité sociale du 19 octobre ont donné 28,2% pour la CGT, 18,4% pour la CFDT (soit 46,6% pour CGT + CFDT), 25,2% pour FO, 15,9% pour la CGC et 12,3% pour la CFTC.

De nombreux commentaires ont rapidement tenté de dégager une interprétation politique de ces résultats, tel *Le Monde* qui titre : *« Les syndicats qui sont les plus proches du gouvernement sont les grands perdants de la consultation. »*

Le 19 octobre, près de 15 000 000 de personnes se sont exprimées.

L'analyse et l'interprétation des résultats sont pourtant rendues difficiles à la fois par les conditions dans lesquelles le scrutin a été organisé, notamment les nombreuses erreurs dans l'établissement des listes et cartes électorales, et par le fait que la composition de l'électorat rend toute comparaison avec des résultats antérieurs impossibles. Ainsi, par exemple, la grande masse des enseignants, pour lesquels existe un syndicalisme spécifique —hormis le SGEN-CFDT— étaient appelés à voter pour une des confédérations syndicales de travailleurs avec lesquelles ils n'ont aucun rapport direct (1). Les retraités, outre le fait qu'ils recouvrent l'ensemble des classes sociales, n'ont quasiment plus de rapports directs avec les syndicats. Le nombre assez important d'abstentions (47%) recouvre à coup sûr des réalités bien différentes selon ces électorats.

L'enquête *« sortie des urnes »* effectuée par l'IFOP auprès de 7000 votants donne, par contre, des renseignements supplémentaires. Ainsi chez les ouvriers, la CGT a recueilli 48% et la CFDT 18% (66% pour les deux), chez les employés respectivement 30% et 23%, chez les cadres moyens 16% et 24%. Les chômeurs ont voté à 35% pour la CGT et à 26% pour la CFDT (61% pour les deux). Ainsi, CGT et CFDT apparaissent largement majoritaires parmi l'ensemble des travailleurs, contrairement à ce qui a été affirmé en particulier par les dirigeants de la CGC, de FO et de la CFTC au soir du scrutin.

Les résultats globaux montrent que les autres catégories appelées à voter se sont très peu exprimées pour la CGT ou la CFDT, mais massivement pour les confédérations FO, CGC et CFTC. La première a sûrement bénéficié dans ces catégories de son image de *« gestion tranquille »* de la Sécurité sociale depuis une quinzaine d'années. Le score de la CGC tient sans doute plus à la campagne orchestrée par la droite et tous ses chefs, de Barre à Chirac, en passant par un communiqué commun RPR-CSL, contre les confédérations CGT et CFDT. Il est sûr enfin que des électeurs populaires ont certainement voulu manifester leur mécontentement face à l'augmentation du chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à la politique d'austérité du gouvernement, par leur abstention ou parfois par un vote FO, CGC ou CFTC.

Les résultats des élections de Sécurité sociale n'appellent ni soupirs de soulagement ni interprétations hâtives, mais invitent à l'examen attentif des réalités qu'ils recouvrent et à la réflexion de l'ensemble du mouvement ouvrier, syndical et populaire.

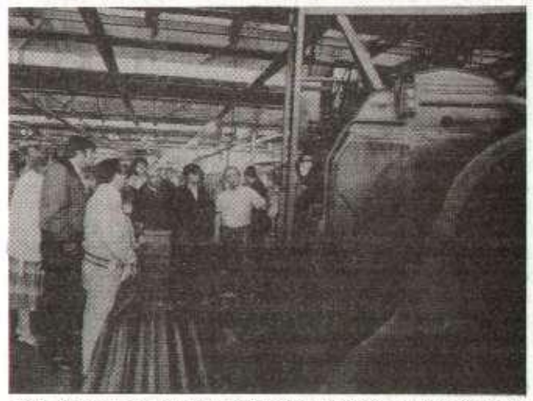
Pierre BAUBY

(1) Sans compter les membres des professions libérales salariés par ailleurs qui ont voté à la fois dans leur collège et le collège des salariés; ainsi que les Pdg salariés qui n'ont certes pas voté pour la CGT ou la CFDT!

SKF-IVRY EN DANGER

Samedi 8 octobre, une journée portes ouvertes, à l'initiative de la CGT, était organisée par les travailleurs de SKF-Ivry. De nombreux visiteurs sont venus témoigner leur solidarité aux travailleurs de cette entreprise de roulements à billes, menacés de licenciement par le groupe suédois SKF. La fermeture d'Ivry serait en même temps la liquidation d'un potentiel de recherche important.

De nombreuses actions ont été menées par les travailleurs de SKF (blocage de voies ferrées, séquestration du Conseil d'administration : Ceyrac, R. Peugeot, J. Panhard, et les quatre Suédois!). Malgré une table-ronde le 18 juin avec le ministère de l'Industrie, les décisions positives se font attendre de ce côté-là. Mais côté patronal, la direction de la branche française du groupe SKF a reporté au 28 octobre la décision de licencier les 500 salariés d'Ivry : lundi 17 octobre, les travailleurs ont décidé, avec la CGT, d'occuper leur entreprise et de multiplier les interventions, tant auprès des pouvoirs publics que du patronat, pour obtenir l'annulation des licenciements.



SKF fabrique des roulements à billes. Ci-dessus : la journée portes ouvertes du 8 octobre.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DU GOUVERNEMENT

Le 11 octobre, Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a présenté à l'Assemblée nationale la politique industrielle du gouvernement. Soulignant que le choix était entre *«modernisation et déclin»*, il a défini quatre objectifs : adapter les industries de base, en poursuivant les restructurations; renforcer les industries de transformation, comme le textile; valoriser les atouts énergétiques (électro-nucléaire) et agricoles (industries agro-alimentaires); donner la priorité aux secteurs de l'avenir, en particulier à l'électronique (*« La France doit devenir le troisième pôle électronique du monde. »*).

En quoi ces objectifs vont-ils influer sur les conditions de travail, de vie et de lutte des travailleurs? Quelles transformations vont-ils engendrer dans l'économie et la société françaises? L'intervention de Laurent Fabius permet d'aborder quelques réponses.

MODERNISATION ET REDÉPLOIEMENT

La modernisation de l'industrie et de l'économie nécessite, selon Laurent Fabius, de passer de la défensive à l'offensive. Il souligne, en particulier la nécessité d'augmenter les aides publiques non plus en direction des secteurs *«dont chacun sait qu'ils ne sont pas les plus porteurs d'avenir»*, comme cela avait été le cas jusqu'ici (sidérurgie, charbon en particulier), mais pour les branches du futur, celles où se joue la compétition internationale. Cela implique de *«ne pas récuser par esprit de système, tel ou tel investissement français à l'étranger, ou étranger en France»*.

Laurent Fabius a insisté, dans ce cadre, sur le rôle de la plupart des nationalisations intervenues au lendemain de la guerre, les principales multinationales françaises, aux implantations multiples dans le monde, les principaux pôles d'accumulation capitaliste et impérialiste. Elles doivent aujourd'hui bénéficier d'une véritable autonomie de gestion et rétablir leur équilibre financier (selon la comptabilité officielle et non selon les profits réels qui sont considérables) d'ici 1985, pour devenir les *«leaders du renouveau»*.

Une telle orientation implique, à coup sûr, la poursuite des restructurations à l'intérieur de chacune des entreprises nationalisées et entre elles, comme cela vient d'intervenir pour le redécoupage des activités entre Thomson et la CGE, cette dernière reprenant les activités téléphone et communication des deux groupes. A la clé, des fermetures d'usines, des délocalisations, des suppressions d'emplois. Ce que confirme Laurent Fabius lorsqu'il estime inéluctable de ne pas pouvoir sauver tous les emplois. L'autonomie de gestion implique aussi que ces entreprises pourront continuer à spéculer sur les marchés financiers, à placer leurs fonds dans des activités improductives.

Outre le rôle décisif des entreprises nationalisées pour la modernisation de l'industrie, Laurent Fabius a déclaré vouloir *«jouer à fond la carte des petites et moyennes entreprises»*. Il a fait de nouvelles promesses de réductions de charges et d'aides pour développer ces entreprises qualifiées de *«seul gisement d'emplois nouveaux»* : paiement des droits de succession différé de cinq ans, suppression des obstacles fiscaux pour les créateurs de société, crédits moins chers et simplification des procédures d'aide. Ainsi le budget 1984 prévoit d'exonérer totalement d'impôts les nouvelles entreprises pendant trois ans. Aucune de ces aides et subventions n'est cependant assortie d'engagements durables de création d'emplois par les PME. Ceci est d'autant plus grave que les PME sont de moins en moins des entreprises réellement indépendantes. Par de multiples mécanismes (marchés, sous-traitance, financement...) elles sont liées aux grands monopoles capitalistes privés ou publics, qui les utilisent, les ouvrent ou les ferment en fonction de leurs propres objectifs de profits.

Plus généralement, Laurent Fabius a insisté pour revenir au plus vite à la liberté des prix des entreprises, affirmant, contre toute évidence (1), que l'industrie n'est pas responsable de l'inflation. Il a demandé aux travailleurs d'accepter la *«flexibité du travail»* dans le cadre de l'introduction de nouvelles technologies, ce qui veut dire la multiplication du travail en équipes, à temps partiel... autant d'éléments qui ne peuvent conduire qu'à aggraver les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Laurent Fabius a enfin lancé un appel au *«dialogue social»*, au *«rassemblement de tous les Français au service d'un même objectif»*, ce qui *«suppose l'acceptation de règles communes, le refus de l'antisyndicalisme primaire, le refus, aussi, de l'antipatronalisme primaire»*. La modernisation de l'industrie, telle que la conçoit Laurent Fabius, avec ses restructurations, ses suppressions d'emplois, l'aggravation des

Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, avec Donald

conditions de travail et de vie des travailleurs, l'augmentation des profits des entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, correspondrait aux intérêts de tous, qu'ils soient exploiteurs ou exploités, bourgeois ou ouvriers. Il s'agit, en fait, d'une stratégie de redéploiement des capitaux à l'intérieur comme à l'extérieur, de concentration sur les secteurs les plus rentables dans la concurrence internationale, qui se situe résolument dans le cadre de la gestion du système capitaliste et impérialiste, en en acceptant totalement les lois et règles.

DES TRANSFORMATIONS SUR LESQUELLES AGIR

Cependant, la nouvelle politique industrielle ainsi définie n'est pas la même que celle mise en œuvre au temps de Giscard, Barre et Ceyrac. Si, dans les deux cas, le constat est fait que la France ne peut pas tout faire, dans tous les domaines, la politique consistant à concentrer les efforts sur les seuls *«créneaux»* les plus rentables et à abandonner les autres est aujourd'hui condamnée au profit d'une stratégie *«horizontale»* consistant à introduire les technologies nouvelles dans tous les secteurs du système économique national... les secteurs anciens comme les nouveaux, l'industrie comme les services, la production comme la distribution et la conception ainsi, le programme productique que le gouvernement vient d'arrêter pour les trois prochaines années est principalement

Regan, ministre du Trésor américain, à Washington.

orienté vers le renouveau des industries traditionnelles qui avaient été délaissées, sinon condamnées, sous Giscard.

Autre changement, Laurent Fabius a pris l'engagement, concernant l'emploi, que pas un seul licenciement n'ait lieu *«sans au moins une offre de reclassement»*, pour ce qui concerne les entreprises nationalisées. L'effort important prévu en matière de formation des travailleurs, de qualification est sans comparaison non plus avec ce qui avait été mis en place avant 1981.

Autant d'éléments qui vont entraîner, à terme, des modifications non négligeables de l'appareil productif, des conditions d'emploi, de travail et de vie (2), d'organisation et de lutte des travailleurs, des classes sociales elles-mêmes et de leurs rapports. Autant d'éléments qui ne sont pas indifférents et sur lesquels les travailleurs peuvent agir dès aujourd'hui.

Car ce n'est pas contre la modernisation elle-même que les travailleurs ont eu, et ont, à lutter, mais contre ses conséquences négatives dans la vie quotidienne comme pour leurs capacités d'organisation et d'action, aujourd'hui et à long terme, en utilisant toutes les possibilités, toutes les failles qui peuvent se présenter.

Pierre BAUBY

(1) Ainsi, au second trimestre 1983, l'INSEE a établi que les prix à la production avaient augmenté plus vite que les salaires (2,7% pour les premiers, 1,6% pour le coût salarial par unité produite).

(2) Laurent Fabius prévoit, par exemple, que le tiers des salariés changera de qualification dans la décennie à venir.

A propos de la «fausse gauche»

«La fausse gauche, ça existe» : c'est la remarque que nous ont faite plusieurs militants du PCF à la lecture du «Parlons ensemble» du dernier *Travailleurs* consacré au renouveau du communisme. Nous y disons, en effet : *«L'attaque à outrance qualifiée de «lutte idéologique», les pratiques d'exclusive à l'encontre de tel ou tel baptisé de «fausse gauche», quand ce n'est pas de «payé par la droite», l'hégémonisme ou la manipulation vis-à-vis de plus petit que soi, les querelles de chapelle au nom de l'intérêt de la sienne propre, etc, etc. (...) sont des pratiques courantes dans les rangs ouvriers et populaires; ce sont des pratiques détestables car elles causent des cassures avec les travailleurs, des pertes de confiance, des divisions qui laissent toujours des traces.»*

Le dernier Comité central du PCF a en effet repris cette notion de *«fausse gauche»* dans le rapport de René Le Guen : *«La droite a reçu le concours actif de la fausse gauche, de la gauche américaine»*. Dans ce paragraphe, peu explicite il est vrai, René Le Guen évoque *«le silence des intellectuels de gauche»* que certains attribuent à la participation du PCF au gouvernement, le PCF lui-même l'expliquant par la *«dure réalité du combat de classe»* en ces milieux et par *«l'insuffisance des réponses apportées par le PS»* aux problèmes des intellectuels; il y dénonce aussi les campagnes d'identification du marxisme au «goulag» et les projets reaganiens de la droite en matière économique et de protection sociale. La *«fausse gauche»* n'est pas nommée ouvertement ici.

Dans les années 78-81, la désignation bien plus claire, visait la social-démocratie, les dirigeants du PS tenant *«une place de premier rang dans l'effort pour dénaturer les aspirations, pour les opposer aux luttes et pour promouvoir les solutions du capital»* (*Economie et politique*, mars 79); elle visait l'un des trois de *«la bande des trois»* durant la campagne présidentielle. La presse du PCF de l'époque fourmille de désignations, des plus argumentées aux plus politiques, voire parfois injurieuses, de cette fameuse *«fausse gauche»*. Depuis, le terme a alimenté bien des critiques et polémiques à l'encontre de la CFDT, jusques et y compris parfois lors de la campagne des élections à la Sécu.

Que vise René Le Guen entre les lignes de son rapport? Jacques Delors et certaines de ses mesures financières qui s'apparentent à la «politique de l'offre» reaganienne? Michel Rocard que le CERES qualifia bien souvent de tenant de la «gauche américaine»? François Mitterrand qui ferait *«de plus en plus de l'atlantisme»* dans l'affaire des Pershing aux dires de certains militants du PCF? Et encore, la CFDT? Et encore, tous ceux, à gauche, qui sont troublés ou indignés par les «réalisations» de l'Union soviétique, son occupation de l'Afghanistan, etc.? Cela fait beaucoup de monde!

RESPECTER LA DIVERSITÉ DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

C'est bien là que le bât blesse. Le 18 octobre le PCF a lancé un appel so-

suite page 11

THOMSON — CGE

LES DESSOUS D'UNE RESTRUCTURATION

On a beaucoup parlé, ces derniers temps, de l'accord passé entre Thomson et CGE. Un ou deux constructeurs français dans les télécommunications? Le fond du débat est ailleurs. Ce qui importe, ce sont les motivations et les objectifs qui dictent cette restructuration, qui correspondent à l'accentuation d'une politique économique basée sur la rentabilité capitaliste et la concurrence internationale.

Schématiquement, l'accord prévoit un certain nombre de transferts d'activités qui aboutiront à une concentration des secteurs composants et électroménager grand public autour de Thomson; communications civiles autour de CGE. Elaboré avec l'accord du gouvernement, en la personne de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, cet accord n'a en aucun moment été discuté au préalable avec les organisations syndicales ou au sein des instances représentatives du personnel. Bel exemple de concertation pour une entreprise nationalisée qui affichait sa volonté d'être à la pointe du progrès social.

Si les conséquences concrètes de l'accord sont encore difficilement cernables, tant au point de vue économique que social, ses objectifs généraux sont clairement définis. Gomez, administrateur général de Thomson déclare : *« En électronique grand public, nous devons être un grand européen. En électronique professionnelle, nous devons être un grand mondial. »*. De même, en ce qui concerne les télécommunications, le rapprochement avec CGE vise à constituer une entité atteignant le « seuil critique » lui permettant d'être dans le peloton de tête au niveau mondial, afin d'être dans la course pour la concurrence à cet échelon (cf. tableau). Parallèlement, se développe une volonté croissante de privilégier les marchés dans les pays industrialisés, avec ce que cela comporte comme soumission aux règles de l'échange capitaliste si l'on veut être compétitif face à la concurrence impérialiste.

Cette volonté affirmée de rivaliser au plan mondial avec les grandes entreprises capitalistes sur leur propre terrain ne peut se faire évidemment que par le biais de la politique de créneaux immédiatement rentables. C'est à cette orientation que l'on doit le projet de restructuration, CGE et Thomson concentrant chacun leur production sur des créneaux « porteurs ». Si, à priori, il est bien difficile de défendre l'idée que toute restructuration est mauvaise, quelle qu'elle soit, en examinant les motivations qui ont conduit celle-ci, on voit bien qu'elle constitue une opération de rentabilisation capitaliste et une accentuation de l'intégration d'une branche de l'économie française dans le marché impérialiste. L'intérêt des travailleurs des deux groupes, la satisfaction des besoins populaires, le développement des rapports avec le Tiers Monde, ont été totalement écartés des choix qui ont présidé son élaboration.

A noter l'accord du gouvernement qui, alors que le projet de « filière électronique » semble définitivement enterré, a donné son aval en des termes qui montrent bien que désormais tout semble subordonné aux capacités d'exportation des groupes français, en particulier l'emploi.

Chiffres d'affaires au plan mondial en commutation publique

A.T.T.	24 %
I.T.T.	11,1%
SIEMENS	5,9%
L.M.E.	5,4%
N.E.C.	4,4%
NORTHEN TELECOMS	3,9%
G.T.E.	3,7%
C.G.E.	3,4%
THOMSON	2,2%

UNE POLITIQUE GLOBALE

Si l'on ne peut encore aujourd'hui dire avec précision quelles seront les implications précises de l'accord dans le domaine de l'emploi, une anecdote significative tend à prouver que les travailleurs n'ont rien à attendre de bon de ce côté-là. Fabius avait précisé dans sa lettre : *« Ils* (les rapprochements) *devront se traduire par une amélioration de l'emploi par rapport au maintien des structures actuelles. »* Qu'à cela ne tienne, alors qu'avant l'accord la CGE prévoyait 1 000 suppressions d'emplois et Thomson 1 500, le jour de la signature les prévisions étaient « miraculeusement » passées à 7 000 pour les deux groupes. Mais, ouf!, grâce à la restructuration *« un plan de charge supplémentaire devrait permettre de limiter à terme les sur-effectifs à un total de l'ordre de 5 000 personnes »* (sic). Moralité : comment en gagnant 2 000 emplois, on en perd en fait 2 500!!!

Cette manœuvre grossière, à la limite de la provocation, situe bien avec quel sérieux les directions des groupes envisagent le problème de l'emploi. Mais, il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ainsi à Thomson, cette politique s'inscrit dans un cadre plus vaste qui vise à rentabiliser l'entreprise en la spécialisant uniquement dans les secteurs les plus juteux, en particulier le matériel militaire, orientation qui fut toujours celle de A. Gomez. (Se reporter utilement au n°1 de *Travailleurs* : *« Les premiers pas d'une nationalisée »*).

Un nouveau pas semble vouloir être franchi aujourd'hui avec le projet de filialisation de Thomson-Brandt. Dans le cadre qui doit être mis en place, chaque filiale aura à prouver sa propre rentabilité au sein du groupe. Il s'agit bien sûr d'un projet qui va totalement à l'encontre d'une démarche basée sur l'intérêt des travailleurs, la satisfaction des besoins populaires, la recherche et l'innovation industrielle. Il conduit tout droit à une division accrue, une multiplication des statuts du personnel, qui dépendront des résultats de « leur » filiale, à l'abandon de productions jugées non rentables, même si socialement nécessaires, au repli sur des produits qui se vendent bien au détriment de l'avancée technologique.

Autant d'exemples qui trahissent l'orientation actuelle des nationalisées, et, par là même, l'impasse du gouvernement qui, incapable d'impulser une politique réellement nouvelle, se soumet de plus en plus aux lois économiques du système capitaliste... au grand désarroi des travailleurs qui attendent toujours la mise en place de la « vitrine sociale » que devaient permettre les nationalisations!

Thomas ZEK

A propos de la « fausse gauche » (suite)

lennel à la contre-offensive contre la droite. *« Vous d'abord, salariés, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs et cadres, fonctionnaires, de tous les métiers manuels et intellectuels, de toutes origines, de toutes générations, de toutes familles d'esprit, de tous syndicats, vous avez des intérêts fondamentaux communs, ne vous laissez pas diviser par la droite! »*

L'appel peut-il être entendu si dans le même temps les hommes et femmes interpellés, ou les dirigeants en qui ils mettent confiance ou espoir, sont qualifiés de *« fausse gauche »* apportant un *« concours actif à la droite »*? En effet, un tel appel ne tombe pas sur une masse homogène prête à entendre la voix des *« intérêts fondamentaux communs »* exprimée par le PCF; il n'est pas non plus susceptible de lever le « peuple de gauche » par incantation du *« danger de droite »*.

Ces travailleurs, ces hommes et femmes de notre peuple sont organisés dans un parti, un syndicat, une association ou liés à l'un ou à l'autre; ils connaissent leurs intérêts propres, ont une vue pour les défendre, agissent et parfois s'organisent en ce sens. Beaucoup d'entre eux sont organisés, ou en liaison avec une ou plusieurs organisations de la famille social-démocrate ou d'autres inspirations. C'est un fait incontestable. Le mouvement ouvrier et populaire est divers, et ses composantes reflètent des courants réels, des intérêts, des aspirations, des origines idéologiques et intellectuelles divers. Examiner ces organisations, leurs thèses et leurs pratiques – surtout celles qui paraissent les plus contestables et les plus dangereuses pour le présent et l'avenir – à la lumière des réalités du pays, des mutations et des contradictions de classe, au sein du peuple lui-même, est une nécessité absolue. Il en ressort une compréhension plus approfondie des spécificités du mouvement social-démocrate français qui a pris un nouvel essor dans les années 70 : sa fusion avec certaines nouvelles classes et couches urbaines salariées, différentes de l'ancienne clientèle de l'entre-deux guerres et des années 50; son lien nouveau avec les milieux chrétiens militants; son enracinement municipal renouvelé et élargi assorti de l'émergence d'une composante syndicale spécifique – la CFDT – nullement négligeable parmi les travailleurs; son effort pour intégrer certaines aspirations de 1968 et certains de ses hommes; ses thèses, à la fois nouvelles et dans la continuité idéologique revendiquée de la thèse réformiste de Blum de *« l'exercice du pouvoir »* capitaliste; une vision internationale bien plus diversifiée qu'un « alignement sur les Etats-Unis », dans un monde où le Tiers Monde a émergé et où les pays impérialistes européens sont, eux aussi, en butte à la rivalité et la volonté de domination de deux superpuissances... (1)

Connaître et reconnaître cette réalité complexe et contradictoire d'intérêts, d'idées et de pratiques qui imprègne une large partie du mouvement ouvrier et populaire est l'une des conditions pour réaliser des alliances avec les hommes et les femmes qu'on interpelle en vue de forger l'unité contre le capital et la droite. Le terme *« fausse gauche »* qui, à l'inverse, globalise et rejette dans le camp de l'ennemi tous ceux qui pensent et agissent différemment (différemment du PCF en définitive), interdit toute alliance sérieuse et durable et compromet une riposte unitaire et solide contre la droite. Nous avons tous en tête des dizaines d'exemples tristement vécus où les qualificatifs *« fausse gauche »* des uns et leurs répondants dans le « camp adverse », ont, les uns comme les autres, porté la division et l'écœurement parmi les travailleurs, à l'entreprise, sur le quartier, dans la municipalité. Nous mettons là en cause une mauvaise tradition de la politique et de la pratique des alliances du mouvement ouvrier, dont les communistes n'ont pas l'exclusivité certes, mais dont il faudra bien se débarrasser. Le plus tôt sera le mieux.

...TOUT EN AFFIRMANT SES PROPRES POINTS DE VUE

Pouvons-nous pleinement convaincre de la nocivité de la notion de *« fausse gauche »* en montrant qu'elle identifie les contradictions au sein du mouvement ouvrier et populaire à celles, antagoniques, qui l'opposent au capital et à la droite? Sans doute des militants vont-ils faire remarquer qu'existent, dans les rangs ouvriers et populaires, des gens qui plaident et agissent pour des solutions défavorables aux travailleurs et qui maintiennent en l'état la société capitaliste actuelle? Certes. S'agit-il d'abandonner toute confrontation d'idées et de pratiques dans les rangs ouvriers et populaires? Nous ne le pensons pas.

Reconnaître les intérêts et points de vue différents des siens, implique d'affirmer et de faire reconnaître les siens propres. C'est là l'autre condition de l'alliance contre le capital et la droite. Pour les communistes, il s'agit de défendre aux mieux les intérêts ouvriers, dont l'antagonisme avec ceux du capital porte en germe une transformation radicale de la société...

Un exemple, parmi d'autres. Aux propositions de *« revendications à la baisse »* ou de *« partage des salaires et du travail »*, par des militants et parfois des travailleurs, s'oppose la réalité de millions de travailleurs pour lesquels de telles solutions signifient la misère et nullement une réduction supportable de « train de vie ». Pour que cette réalité s'impose dans les faits, encore faut-il que ces millions s'organisent, fassent entendre leur voix et que soient avancées les solutions d'ensemble, solutions économiques, politiques, sociales, culturelles, qui permettent de « changer de société » en profondeur, qui en finissent avec une société où ceux qui travaillent sont exploités et ont si peu voix au chapitre. Dans les rangs ouvriers et populaires, beaucoup de solutions globales sont proposées, se confrontent et s'affrontent. Le PS, la CFDT ont les leurs; le PCF a les siennes, d'autres organisations en ont d'autres encore. Notre parti avance aussi les siennes; la confrontation est une nécessité absolue, si tant est que la polémique ne nuise pas à l'unité elle aussi nécessaire, que les injures ne se substituent pas à la discussion. Ces solutions s'affrontent en paroles, et aussi en actes concrets, qui en définitive trancheront.

Depuis mai 1981, en effet, les propositions et stratégies des deux grands partis de gauche sont mises en œuvre par l'action gouvernementale. Ce ne sont plus seulement des mots qui se débattent, mais des réalités qui se vivent. Chacun à gauche le reconnaît : ces réalités ressemblent bien peu aux espoirs, aux attentes, aux aspirations de millions de travailleurs, ni aux engagements que les partis de gauche avaient pris avant mai 81. La confrontation, deux ans plus tard, s'appuie nécessairement sur les premiers résultats obtenus. Cela nous conduits à poser une dernière question – et non des moindres – à tous ceux qui tiennent à cette fameuse notion de *« fausse gauche »* : comment accordent-ils la fermeté et la violence de leurs attaques contre les solutions de ladite « gauche américaine », d'un J. Delors semble-t-il, avec la participation en pleine solidarité à la politique d'austérité gouvernementale? Il s'agit là d'une autre discussion...

Camille GRANOT

(1) Cf. *« La social-démocratie à la française »* dans *Prolétariat* n°22.

LOME III

METTRE FIN A L'ECHANGE INEGAL ?

LOME III

C'est le 6 octobre que se sont ouvertes les négociations en vue de renouveler les accords entre la CEE et 63 pays ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), connus sous le nom de Convention de Lomé (voir encadré).

La signature, en 1975 et 1979, des deux précédentes conventions a été saluée à chaque fois comme un exemple-type des relations Nord-Sud, une sorte de préfiguration d'un nouvel ordre économique mondial à construire. Lomé allait d'ailleurs largement inspirer la commission Brandt (voir à ce sujet l'article sur le nouvel ordre économique international dans *Prolétariat* n°26-27).

DE L'ESPRIT DE LOMÉ...

Il repose fondamentalement sur le concept d'interdépendance : les pays du Tiers Monde ont besoin des pays industrialisés pour assurer leur propre développement, tandis que les pays industrialisés ont besoin des marchés que représentent les efforts de développement des pays du Tiers Monde pour résoudre leur crise structurelle. Concrètement, cette interdépendance suppose l'établissement d'une nouvelle «division internationale du travail» dans laquelle les pays du Tiers Monde, ayant assuré leur indépendance alimentaire ainsi qu'une meilleure maîtrise de leurs ressources naturelles, développeraient une industrie des produits manufacturés principalement destinée à l'exportation; les pays développés, eux, par une restructuration de leur potentiel industriel, se consacreraient pour l'essentiel à l'exportation de technologie, de biens de production et de biens de consommation à haute technologie, ainsi que de services.

Dans ce cadre, les pays de la CEE admettent comme nécessaire une évolution de leurs rapports avec les pays ACP allant dans le sens d'une plus grande égalité, d'une aide effective aux efforts de ces pays pour assurer un développement conforme aux besoins de leur population.

D'ailleurs, le Commissaire européen pour le Développement, M. E. Pisani, précise quels devraient être les objectifs de Lomé III : « (...) *accompagner les efforts de mise en œuvre de politiques de développement autonome; favoriser l'autonomie alimentaire des populations impliquant des appuis à la mise en œuvre d'une politique active de développement rural et à la définition de politiques économiques d'incitation à la production agricole vivrière; contribuer au développement des ressources humaines;* (...) *développer les capacités autonomes de recherche scientifique et d'application technique;* (...) *valoriser méthodiquement les potentiels en ressources naturelles; restaurer et préserver les équilibres écologiques et maîtriser l'urbanisation croissante.* » (*Futuribles*, février 1983).

Ces propositions constituent autant de réponses positives aux exigences des pays ACP : on ne saurait les négliger, dans la mesure où les accords passés entre la CEE et les pays ACP peuvent constituer un support pour les pays du Tiers Monde lors des négociations internationales.

Cependant, un examen de la situation dans ces pays, de l'évolution des rapports entre la CEE et les pays ACP montre le fossé qui peut exister entre les intentions proclamées et la réalité.

...A LA RÉALITÉ

Une chose est frappante : tous les observateurs s'accordent à reconnaître que la situation des pays ACP n'a fait qu'empirer au cours des dernières années. Ainsi, J.P. Cot écrit dans « *Lomé Briefing* » n°2 (1983) : « *Huit années plus tard, il nous faut constater l'échec de Lomé. Ou, plus exactement, l'insuffisance de la Convention de Lomé à assurer le développement des Etats ACP.* (...) *Pas un des Etats du système n'a accédé au nouveau statut de nouveau pays industrialisé (NPI), cependant qu'il y compte le plus grand nombre de pays les moins avancés (PMA).* (...) *S'il est une région du monde en voie de sous-développement, c'est bien celle-là. Les indicateurs économiques et sociaux y sont catastrophiques : baisse de la production agricole, baisse du revenu par tête d'habitant, recul de l'alphabétisation, dégradation de la situation sanitaire, hypertrophie des concentrations urbaines, déforestation accélérée, réapparition de la famine.* »

Lourd bilan, que vient confirmer celui de Lomé II lui-même : ainsi, la balance commerciale des pays ACP, malgré le libre accès aux marchés de la Communauté, est devenue déficitaire (de 1,7 milliards d'UCE en 1980); la dette publique des pays d'Afrique au sud du Sahara est passée de 22,1 milliards de dollars en 1975 à 64,7 milliards de dollars en 1981 (rapport annuel de la Banque mondiale, août 83). Les pays ACP ont subi de plein fouet la chute des cours des matières premières : la Côte-d'Ivoire a perdu un milliard de dollars en 1981, **soit près de deux fois le montant du STABEX prévu pour tous les pays ACP pour 5 ans!** Selon E. A. Mulokosi (« *Lomé Briefing* » n°7), il faut s'attendre, si les tendances actuelles se poursuivent, à une chute des recettes d'exportation des pays ACP de 200 à 400 millions de dollars par an.

Il faut, dans ces conditions, s'interroger sur la nature de la « contribution apportée par la CEE au développement des pays ACP ». On pourrait la caractériser par trois mots : insuffisante, inadaptée, intéressée.

Une aide insuffisante, si l'on songe que le quatrième FED (Lomé I, 1975) n'a été utilisé qu'à 65% et le cinquième (Lomé II) à 10% seulement, soit 470 millions d'UCE, autrement dit une somme très faible en regard de la dette extérieure de ces pays.

Une aide inadaptée : l'aide au titre des trois premiers FED est allée pour 40 à 45% aux secteurs tourisme, infrastructure et industrialisation, et pour 28% seulement au développement rural, tandis que les pays africains ont dû importer 15,2 millions de tonnes de céréales en 1982. Le STABEX, en n'agissant que sur les recettes d'exportation (et vue la méthode de calcul) intervient toujours en retard, et pas sur la production agricole elle-même. Le mode de déclenchement fait qu'environ quatre demandes sur dix seulement sont satisfaites.

Une aide intéressée : pour les trois premiers FED, **ce sont des entreprises françaises** qui ont reçu 42 à 45% des marchés financiers. La part des firmes et Etats européens dans les projets et livraisons de la coopération financière s'est élevée à 82% pour le quatrième FED : ainsi, une très grosse partie de l'« aide » que la communauté fournit aux pays ACP revient aux pays de la communauté.

UNE POLITIQUE RÉGIONALE IMPÉRIALISTE

En fait, comme l'expliquent J.P. Dubois et P. Ramadier : « *Pour les pays industrialisés, et en particulier pour la communauté européenne, l'aide au "développement" du Tiers Monde demeure une préoccupation essentiellement marginale, motivée par la nécessité de garantir un accès aux matières premières du Tiers Monde et par le souci de conserver ou créer des marchés d'exportation pour leur technologie et leurs produits manufacturés.* » (*Le Monde diplomatique*, juin 80). La structure des échanges est à cet égard caractéristique :

	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS
Produits primaires		95 %
Produits manufacturés	86 %	3,6%

(échanges de la CEE avec les pays ACP en 1979-80)

LES ACCORDS DE LOMÉ I ET II

Les accords de Lomé fixent les relations d'échange et de coopération entre les 10 pays de la communauté européenne et 63 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. La première convention d'association entre la CEE et 18 pays nouvellement indépendants a été signée en 1963 (Yaoundé I). Cette convention sera renouvelée en 1969 (Yaoundé II).

La Conférence ministérielle de Kingston, en juillet 1974, convoquée à la demande des pays ACP, allait aboutir à la signature de la première convention de Lomé en 1975, convention renouvelée en 1979 (Lomé II) avec 58 pays ACP.

Dans le domaine commercial, la convention garantit aux pays ACP le libre accès aux marchés de la communauté européenne pour leurs exportations, sans clause de réciprocité.

Deux systèmes de stabilisation des recettes d'exportation des pays ACP ont été créés, l'un (STABEX) pour les produits agricoles (44 produits dont l'arachide, le cacao, le coton, le café, le cuir, le sisal, etc.), l'autre (SYSMINE) pour 7 produits miniers (dont le fer, la bauxite, le cuivre, le cobalt, le manganèse, etc.).

Le principe de fonctionnement de ces systèmes est le suivant : le système s'applique, pour chaque pays, aux produits dont l'exportation dépasse un « *seuil de dépendance* » fixé à 6,5% des recettes d'exportation pour les produits agricoles et à 15% pour les produits miniers (seuils fixés respectivement à 2% et 10% pour les pays les moins avancés – PMA). Il se déclenche (aide compensatrice accordée) lorsque les recettes d'exportation de ces produits ont diminué de 7,5% (2,5% pour les PMA) par rapport aux recettes des années antérieures.

Les fonds destinés dans la convention de Lomé II à ces systèmes étaient de 550 millions d'UCE (un écu : environ 1 dollar) pour le STABEX, et de 280 millions pour le SYSMINE, pour la période 1979-1985.

Le financement de cette coopération, pour les cinq années de la convention de Lomé II, se monte à 5,2 milliards d'UCE répartis ainsi :

	2,9 milliards	: subventions
	0,5 milliard	: prêts spéciaux
– 4,5 milliards d'UCE*	0,3 milliard	: capitaux à risques
au titre du FED**, soit :	0,55 milliard	: STABEX
	0,3 milliard	: facilité de financement spécial
– 0,7 milliard d'UCE	: prêts de la BED (Banque européenne de développement) au taux de 3%	

* UCE : unité de compte européenne ** FED : fonds européen de développement

LOMÉ III

(suite de la page 13)

L'Europe, pauvre en matières premières minérales (mais exportatrice de céréales et de lait), entend garder la mainmise sur le continent africain riche en ressources naturelles : c'est le sens de la proposition en vue de Lomé III d'accroître les capacités de l'industrie minière des pays ACP, alors que ces derniers subissent la chute des cours des matières premières. Seule « ombre » au tableau : la présence, parmi les pays ACP de 20 des 31 pays les plus pauvres du monde, ce qui limite d'autant la possibilité pour la CEE d'exporter massivement ses produits manufacturés et sa technologie. Si la prise en compte de ces réalités conduit la CEE à reconnaître le bien-fondé de quelques revendications fondamentales des pays du Tiers Monde, il n'en demeure pas moins que, dans les faits, la politique qu'elle applique est une politique de spoliation et de pillage.

QUELLES MESURES IMMÉDIATES EN VUE DE LOMÉ III

D'une façon générale, la CEE doit s'engager à respecter les déclarations de la Convention, ceci au moyen de plans contractuels, faute de quoi ces déclarations resteront, comme les précédentes, lettre morte.

La CEE doit également répondre positivement aux exigences fondamentales des pays ACP :

— augmentation substantielle des montants du FED et leur utilisation dans les délais prévus ;

— création d'une Banque commune de développement ;

— renégociation de la dette extérieure des pays ACP, avec annulation de la dette des PMA ;

— aide au développement agricole en vue de l'autosuffisance alimentaire ;

— arrêt des mesures protectionnistes prises par la CEE à l'encontre des produits des pays ACP ;

— contrats CEE-ACP en vue de maintenir le pouvoir d'achat des exportations minières et agricoles ;

— extension du STABEX et du SYSMINE, avec augmentation des fonds ;

— utilisation des prêts et aides pour les projets établis par les pays ACP eux-mêmes et leurs organisations économiques régionales, et non pour les projets faits par la CEE ;

— aide soutenue à l'effort d'acquisition par les pays ACP d'une technologie adaptée aux besoins locaux et régionaux.

Dominique LARDEUX

ELECTIONS EUROPEENNES : QUELQUES PROBLEMES EN DEBAT

Dans quelques mois se dérouleront les élections européennes. Nous avons, sur trois questions importantes touchant à la politique de la CEE, sollicité l'avis de M. G. Sutra, député socialiste européen, responsable viticole et élu languedocien, et de François Larguier, membre du Bureau politique du PCML et secrétaire politique de la région Languedoc. Nous avons également proposé à Mme M. Barbera, député européen du PCF, élue et responsable de ce parti en Languedoc, une interview sur le même thème. Après discussion avec ses camarades, elle n'a pas jugé opportun de répondre favorablement à notre demande. Nous le regrettons.

F. Larguier répond à M. Lopez

■ De nombreuses couches sociales de notre région s'inquiètent pour leur revenu et même leur devenir dans le cadre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Que penser de ces inquiétudes ?

De nombreuses couches sociales est un terme exact. Une idée couramment répandue est que seuls les viticulteurs du Midi ont quelque chose à perdre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Il faudrait déjà élargir aux producteurs de fruits et légumes, notamment ceux du Vaucluse ou de Catalogne Nord, mais ce ne serait pas encore exhaustif.

Fin 1979, le *« Bulletin économique »* du *Monde* publiait un sondage effectué par le département statistique de l'IVT-B de l'Université de Toulouse-Mirail, auprès de toutes les entreprises de plus de 10 salariés des premiers départements inclus dans le Grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon). Le résultat est intéressant.

A la question *« Comment estimez-vous l'évolution de votre situation si l'Espagne entre dans le Marché commun ? »*, les réponses sont les suivantes :

BRANCHES	favorables	défavorables	sans changement ou sans opinion
Industrie	32 %	31,1%	le reste
Batiment	22 %	18,3%	—
Agriculture	40 %	29,9%	—
Commerce de gros	34 %	16,5%	—
Services	48,3%	10 %	—

F. Larguier répond à M. Lopez

(suite)

Sans accorder une importance exagérée à ce sondage, on peut constater que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE suscite des inquiétudes dans de tout autres branches que l'agriculture et que pour ce qui concerne l'agriculture, les gros agriculteurs du Sud-Ouest sont favorables à l'élargissement dans une proportion importante. (Le sondage effectué auprès des entreprises de plus de 10 salariés, exclut les petits et moyens paysans).

Ceci étant dit, poser le problème en termes d'entrée de l'Espagne et du Portugal ne nous semble pas très correct.

Les phénomènes qui affectent l'agriculture et l'industrie de nos régions depuis une dizaine d'années ne se posent pas d'abord et seulement en termes de concurrence entre les pays, mais en termes de concentration impérialiste française et européenne dans le cadre d'un marché mondial dominé par les USA.

Par exemple, pour ce qui est de la viticulture, il ne faudrait pas, qu'à trop parler de l'Espagne et du Portugal, on ne parle pas du négoce. C'est pourtant l'acteur principal qui pèse sur la fixation du prix du vin et qui recherche en toutes circonstances la meilleure solution pour casser les marchés.

Pour ce qui est de l'industrie, ce sont bien les capitaux français et européens (allemands notamment) qui souhaitent la plus grande liberté possible d'investissement et de spéculation en Espagne et au Portugal et non pas les capitaux espagnols ou portugais qui montent à l'assaut de l'Europe.

C'est pourquoi nous devons être vigilants à ce que certaines politiques ne détournent pas les travailleurs de la cible, à savoir le capital français et européen.

Face à lui, nous savons ce que nous avons à défendre : l'emploi, les revenus, les libertés. Nous nous prononcerons sur les termes de la négociation concernant l'élargissement de la CEE en fonction des conséquences que cela impliquera pour notre peuple et les peuples des différents pays.

■ On entend de plus en plus formuler des propositions visant au rééquilibrage de la politique communautaire, ceci sous-entendant qu'elle est déséquilibrée et plus profitable aux pays du Nord qu'aux pays du Sud... Qu'en est-il en réalité ?

Le Traité de Rome précise que la construction de la CEE doit permettre, *« grâce au jeu de la libre concurrence, la réduction de inégalités entre régions et l'utilisation maximum des potentialités économiques existantes... »*

Examinons quelques points de comparaison entre les différents pays européens. Nous retiendrons deux données.

Le PNB par habitant permettant d'avoir une idée, même si insuffisamment précise, de la puissance économique relative de chaque pays.

Le chiffre de population active occupée dans l'agriculture comparé au pourcentage du PNB que représente ce secteur.

On constate alors que la RFA, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, la France, le Danemark et la Grande-Bretagne sont des pays dans lesquels le pourcentage d'actifs agricoles est passé en dessous de 10% et pour qui le PNB par habitant se situe au-dessus de 30 000 francs. Dans ces pays, la part de l'agriculture dans le PNB est faible mais est en rapport avec la population agricole. (Belgique : actifs 3% — 5% du PNB ; Pays-Bas : actifs 6% — 6% du PNB ; RFA : actifs 7% — 3% du PNB ; etc.).

Par contre, les autres pays membres se situent bien en deçà (ou au-delà) de ces deux points de repères.

La situation est identique pour les pays postulant à l'entrée dans la CEE.

Il existe donc entre les différents pays européens des inégalités de développement importantes, inégalités qui ont eu plutôt tendance à s'accroître qu'à se combler ces vingt dernières années, le jeu de la libre concurrence cher au Traité de Rome ayant pour conséquence que la prospérité se concentrait sur les zones où elle existait déjà...

Ces écarts de développement sensibles au niveau des pays sont encore plus aigus si l'on compare les régions : il y a peu de points communs entre le sud de l'Italie et ne serait-ce que le Bassin parisien, sans parler des complexes industriels ou portuaires des pays du nord de l'Europe...

Il serait faux cependant de déduire de tout cela qu'il y a identité de la situation du Tiers Monde et d'une partie des pays d'Europe.

Dans les différents pays considérés, il existe une agriculture relativement arriérée en voie soit de disparition soit de modernisation, pas une agriculture à deux vitesses dont une partie ne produit que pour les pays développés.

Dans l'ensemble de ces pays, le capital monopoleur existe et représente une force hégémonique dans la direction du pays.

Cependant les différences entre pays d'Europe sont réelles, importantes. Il faut les prendre en compte et combattre les mesures qui viseraient à les accentuer au profit de quelques-uns.

■ L'éventuelle entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE pourrait-elle avoir des incidences sur les relations Nord-Sud ?

Soumise aux pressions des deux superpuissances, soit en concurrence, soit en alliance avec elles, la politique de la CEE doit tenir compte en même temps de la poussée du Tiers Monde au cours des dernières décennies.

En même temps qu'elle cherche à maintenir à son égard des rapports de domination, elle recherche des alliances avec lui par rapport aux USA et à l'URSS.

Les conditions d'une éventuelle entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE sont d'une grande importance dans l'évolution des relations entre la CEE et certains pays du Tiers Monde. Certaines productions, notamment agricoles, de ces deux pays sont directement concurrentielles avec celles de certains pays du Maghreb (comme, par exemple, le Maroc et la Tunisie dont les deux tiers des exportations agricoles se font vers la CEE). Cela peut les mettre en difficulté.

Les Européens vont-ils les mettre devant le fait accompli ? Vont-ils traiter avec eux ? Cela dépend beaucoup à la fois de la volonté de prendre en compte les besoins et revendications des pays du Tiers Monde et de la volonté de résister au forcing de la RFA pour accélérer l'entrée à n'importe quel prix de l'Espagne et du Portugal. ■

G. Sutra répond à M. Lopez

■ De nombreuses couches sociales de notre région s'inquiétent pour leurs revenus, et même leur devenir, dans le cadre de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Ces préoccupations semblent également partagées par un certain nombre de responsables du PS de la région qui ont eu l'occasion de l'exprimer réellement. Ces inquiétudes s'appuient sur une réalité. Comment envisagez-vous de surmonter ces difficultés?

Je suis viticulteur et président de cave coopérative. Ces soucis sont les miens. J'ai toujours alerté mon parti et les forces politiques de ce pays et de cette région sur les dangers de l'élargissement. Ce qui ne veut pas dire que réussir à s'opposer à l'élargissement permettrait de sauver la région. Le drame de la guerre du vin, Montredon, la guerre qui dure depuis dix ans entre la Sicile et le Languedoc n'ont pas été provoqués par l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. S'opposer à l'élargissement ne suffit pas; il n'est pas vrai que les choses iraient mieux si l'on en reste au statu-quo.

Nous avons besoin d'autre chose. Peu à peu, cela entre dans les têtes, et cela a été exprimé cette semaine à Montpellier, lors de la réunion de travail des députés européens du Parti socialiste. Nous avons besoin d'une politique à l'égard des productions agricoles méditerranéennes qui soit comparable à celles mises en œuvre au nord de l'Europe. Bien entendu, il ne faudrait pas retomber dans les erreurs de la politique laitière qui a été proprement démagogique et n'a abouti qu'à des désastres. La politique laitière selon laquelle le prix est garanti quelque soit le volume de production, peut paraître satisfaisante pour les agriculteurs... encore faut-il que le prix soit satisfaisant pour eux. Pour les petits en tout cas, les prix ont été insuffisants. Par contre, ils ont permis des fortunes et des situations pour les très gros paysans. Quand les usines arrivent de Rotterdam et que le soja américain tombe directement dans la gueule des vaches, qui sont sur quatre étages comme dans des parkings,... et que le paysan continue à vendre sa terre pour amortir, il faut bien admettre que cette politique-là n'a même pas donné satisfaction, en coûtant des milliards et des milliards.

Je suis très à l'aise là-dessus et j'ai toujours dit : «pas de garanties sans discipline et pas de discipline sans garanties». De plus en plus, nous entrons – et c'est mon souhait – dans une société que j'appellerai contractuelle, qui n'est ni le libéralisme sauvage ni le gros plan à la soviétique. Il y a une garantie pour les gens en échange d'une certaine discipline à laquelle ils s'engagent. Ça c'est jouable au niveau budgétaire vis-à-vis du lait; c'est ce que la commission propose pour cette année.

M. Guillaume hurle que c'est «inacceptable». En tant que syndicaliste, il n'a pas tort de mettre la barre le plus haut possible; il faudra quand même qu'il fasse des contre-propositions : pour l'instant, on n'a rien vu. Quant à moi, je pense que l'agriculture du nord de l'Europe doit s'habituer à des disciplines, ce qui serait un changement. Pour ma région, je suis à l'aise pour proposer une discipline; la viticulture méridionale a toujours proposé des règles; par exemple la réponse à la crise de 1907, ça a été d'instituer la «déclaration de récolte».

■ La deuxième question concerne les disparités entre les paysans d'Europe... Les pays riches se sont enrichis, les pays pauvres appauvris...Au niveau des régions, cette disproportion est encore plus grande...

J'allais corriger votre question en partant des régions et non des pays... Ce fait était inscrit dans mon rapport de Montpellier en 1978, je l'ai repris au Parlement européen l'année dernière : les régions pauvres se sont appauvries. La distorsion était de 1 à 6 entre la plus pauvre, la Calabre, et la plus riche, celle d'Hambourg quand on a fondé l'Europe. Elle est aujourd'hui de 1 à 11 entre ces deux régions, sans compter l'accroissement de cette distorsion en cas d'élargissement du Marché commun, avec des régions comme l'Estramadure ou l'Alentero qui sont à des niveaux encore plus bas. La logique du capitalisme va dans le sens de la concentration; les régions centrales de la Communauté se sont hautement développées... Cela recoupe les théories de certains géographes sur les régions périphériques qui s'appauvrissent. Certains demandent si le Languedoc n'aurait pas intérêt à se recentrer, à être moins périphérique et donc s'il n'aurait pas intérêt à l'élargissement. Dans mon rapport de 1978, j'avais écrit que de «cul de sac» de l'Europe, nous ne voulions pas être transformés en «corridor» et spectateur de la prospérité des autres. L'expérience commence à montrer que sur le passage de la prospérité, il peut y avoir des retombées économiques, même industrielles, par exemple l'extension de la ville de Montpellier.

■ Vous ne craignez pas que cela accentue ce phénomène qui est déjà une réalité?

L'élargissement accentuera ce phénomène mais le déplacera. La disparité sera encore plus grande entre Hambourg et l'Alentero portugais et l'Estramadure espagnole. Cela demandera des efforts budgétaires colossaux si l'on veut aider ces régions-là.

■ Sur le problème Nord-Sud, l'entrée de l'Espagne et du Portugal va également faire entrer en concurrence un certain nombre d'échanges avec des pays méditerranéens comme le Maroc et la Tunisie par exemple...

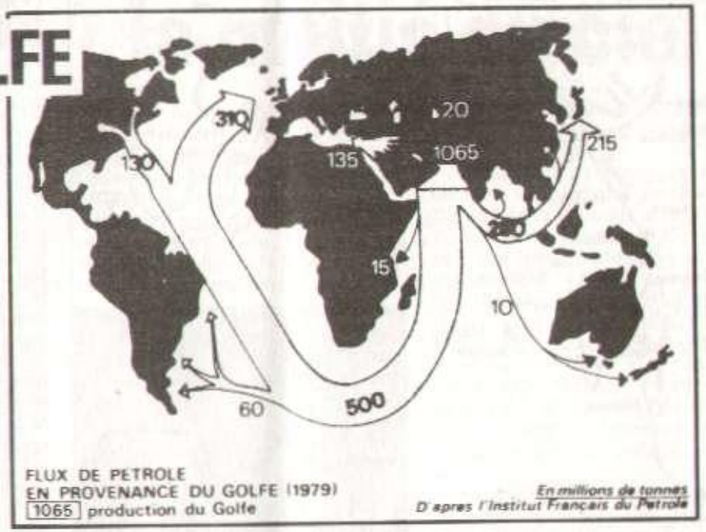
Les produits vont être directement compétitifs entre eux. On peut ajouter Israël qui se fait un souci monstre pour son commerce d'agrumes en particulier. Dans mon rapport devant le Parlement européen, l'an dernier, j'ai posé la problématique de l'ensemble du monde méditerranéen; à ce titre mon rapport n'a pas été jugé protectionniste et a rencontré une majorité au Parlement. On ne peut pas faire payer à des pays en voie de développement, l'élargissement et le mieux-être que l'Espagne peut en espérer.

■ Comment pensez-vous l'éviter?

Il y a précisément un problème budgétaire, de diversification des cultures, partout, y compris vis-à-vis des pays qui ont besoin de se nourrir.

Propos recueillis par M. LOPEZ

LES INTERETS IMPERIALISTES DANS LE GOLFE



FLUX DE PETROLE
EN PROVENANCE DU GOLFE (1979)
1065 production du Golfe

En millions de tonnes
D'après l'Institut Français du Pétrole

Le Moyen-Orient est une véritable poudrière. Cette affirmation que nourrissent régulièrement les images de Beyrouth en feu, des chars israéliens sur le sol libanais et des puits de pétrole irakiens ou iraniens en flammes, prend appui sur des faits. De 1950 à 1973, les dépenses militaires au Proche-Orient ont été multipliées par 4, dans le Golfe par 9,5! Soubresauts, guerres ponctuées de trêves, affrontements incessants : c'est le lot du Moyen-Orient, ces vingt-cinq dernières années.

Aujourd'hui, l'Irak et l'Iran épuisent leurs forces vives en un combat mortel dont ni l'un ni l'autre ne voit le bout; l'expansionnisme sioniste continue de porter la guerre au Proche-Orient; le Liban s'entre-déchire et le peuple palestinien reste sans terre et sans patrie, plus que jamais éparpillé et foulé aux pieds.

Et encore : les flottes des deux superpuissances concentrent des bâtiments en Méditerranée orientale et au nord-ouest de l'océan Indien; les Etats-Unis arme Israël, l'Union soviétique installe des SS21 en Syrie; la France vend des armes à l'Irak. La poudrière est internationale et grosse d'un troisième conflit mondial.

INTÉRETS ÉCONOMIQUES...

Car le baril de poudre est aussi un gigantesque baril de pétrole. En effet, les plus grosses réserves pétrolières du monde sont concentrées dans quelques 250 000 km² du Golfe, par lequel on pénètre par le fameux détroit resserré d'Ormuz. Un tiers de la consommation journalière de pétrole du monde (hormis l'URSS et ses satellites) vient du Golfe! C'est dire que le contrôle de la région est une affaire de vie ou de mort pour les impérialismes occidentaux (cf. carte des flux). Aussi le président de l'OPEP, Mana Saïd al Otaiba a-t-il pu déclarer que *«s'il y a une autre guerre mondiale, elle sera due essentiellement au pétrole»*. Les deux fameux «chocs pétroliers», celui de 73 et celui de 79, ont assez montré la vulnérabilité des économies de l'Europe occidentale et du Japon, et, à un degré moindre, de celle des Etats-Unis (pour lesquels le pétrole moyen-oriental ne représente que 12% de leur consommation alors que 59% du pétrole importé par le Japon et les pays capitalistes européens venait du golfe en 1979). Ces toutes dernières années, l'Arabie saoudite a compensé les baisses de production de l'Iran et de l'Irak.

Le Golfe est également un enjeu stratégique car il est un marché de première importance pour les produits des pays industrialisés, qui bénéficient ainsi du «recyclage» des pétrodollars. En 1980, l'Arabie saoudite a importé pour 30 millions de dollars des pays impérialistes (les USA occupent 20% du marché saoudien). Dernier intérêt, non des moindres : les liquidités internationales que procurent les fameux pétrodollars.

...ET INTÉRETS STRATÉGIQUES

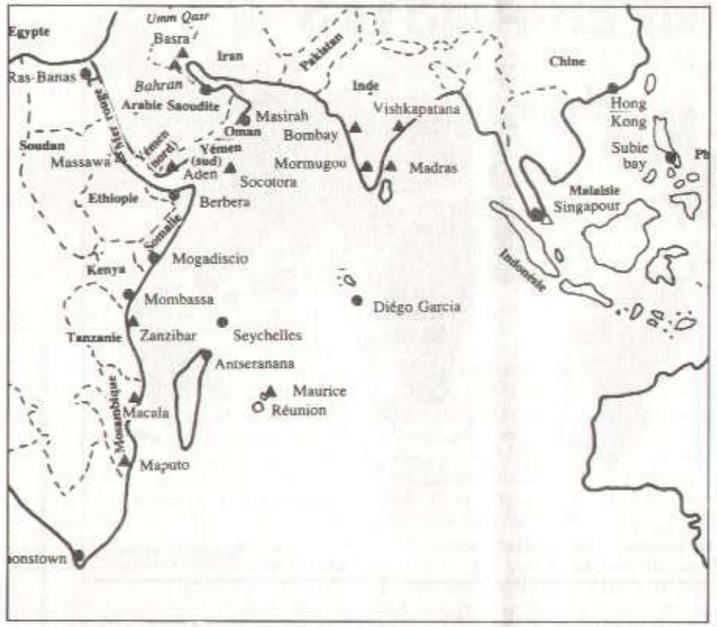
Enjeu économique de première importance, le Golfe est du coup enjeu stratégique décisif pour les grandes puissances. Qui contrôle la production du pétrole, mais aussi ses voies d'approvisionnement, a barre sur de nombreux pays, européens et le Japon notamment. Voilà beau temps que les Etats-Unis pourtant distants du Golfe de 11 000 km, ont relayé les vieux impérialismes anglais et français au Moyen Orient. La stratégie soviétique dans la région date du début des années 60 et vise, si l'on en croit l'amiral Gorshkov, commandant en chef de la marine soviétique, à *«contrer la stratégie océanique de l'impérialisme»*. De fait, l'URSS toute proche – l'Azerbaïdjan est à moins de 500 km des puits pétroliers – obéit à la stratégie de «descente vers les mers chaudes», susceptible de pallier les inconvénients du manque d'accès à la mer de son vaste territoire. De fait, la rivalité des deux superpuissances dans la région vise le contrôle des routes maritimes, notamment celle de l'océan Indien dont l'intérêt économique est décisif. A preuve l'émaillage de bases, points d'ancrage de l'une et l'autre superpuissance le long des côtes que baigne l'océan Indien (cf. carte).

DE LA DOMINATION BRITANNIQUE AUX AFFRONTEMENTS ACTUELS

La domination impérialiste dans le Golfe connaît trois phases successives. L'une, la plus longue, est marquée par la prédominance britannique éclipsant l'empire ottoman; tandis que les pays riverains ont acquis peu à peu l'indépendance politique, les Etats-Unis, après 1945, prennent pied et puissance dans la région. Pétrole oblige.

Après le retrait total britannique – en 1971 – les Etats-Unis prennent ou-

LES INTERETS IMPERIALISTES DANS LE GOLFE -



Bases et *facilités* aériennes et navales.
● à la disposition des Etats-Unis ▲ à la disposition de l'U.R.S.S.

vertement le relais, par l'intermédiaire de deux têtes de pont, l'Iran et l'Arabie saoudite. Premier client mondial des Etats-Unis en matière d'armement, l'Iran du Shah mène une politique de «gendarme régional» : occupation des trois îles d'Ormuz, heurts avec l'Irak, «pacification» du Dhofar... De son côté, l'URSS a signé un traité d'amitié avec l'Irak (avril 72).

Avec la chute du Shah et la révolution islamique, les Etats-Unis perdent en 1979 un pilier décisif dans le Golfe. Du coup, ils mettent sur pied une stratégie d'intervention directe pour protéger le pétrole saoudien (création de la RDF : Force à déploiement rapide forte de 110 000 hommes). De son côté, l'URSS occupe l'Afghanistan en décembre 80. En septembre 80, le fragile accord d'Alger de mars 75 entre Irak et Iran éclate et les contentieux frontaliers (Kurdistan, Chatt el Arab...) et religieux les conduisent dans une guerre de longue durée. Depuis lors, les bases aériennes et navales à la périphérie du Golfe sont renforcées tant par les Etats-Unis que par l'URSS. De leur côté, les Etats arabes du Golfe se sont regroupés en mars 81 dans le *«Conseil de coopération du Golfe»* et expriment leur volonté de «neutraliser» la région en éloignant les grandes puissances.

Camille GRANOT

LE MONDE EN BREF

● CAMBODGE

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, a présenté une proposition en trois points du gouvernement de coalition : *«—le Cambodge, une fois libéré dans son intégralité, sera strictement neutre et non-aligné; —des élections générales auront lieu sous la surveillance de l'ONU après le retrait total des troupes étrangères; —une réconciliation et des relations d'amitié avec le Vietnam et ses alliés se produiront s'ils cessent définitivement leur intervention dans les affaires intérieures du Cambodge et respectent son indépendance, sa souveraineté, sa neutralité et son intégrité territoriale.»*

Norodom Sihanouk a montré qu'une solution politique nécessite que tous les pays, en particulier l'URSS et le Vietnam, appliquent les résolutions de l'ONU. Il a réfuté les allégations du Vietnam sur une prétendue menace chinoise au Cambodge et a rappelé que le gouvernement qu'il dirige n'est pas «en exil» mais qu'il mène la lutte contre les occupants sur son sol national.

● SEMAINE DE L'ONU POUR LE DÉSARMEMENT

La semaine de l'ONU pour le désarmement est marquée en France, comme dans l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest, par d'importantes manifestations populaires pour empêcher qu'un nouveau pas soit franchi dans la course aux armements par les deux superpuissances et pour que s'engage un désarmement simultané et contrôlé.

François Mitterrand, lors de son voyage en Belgique, a souligné la responsabilité des USA et de l'URSS dans la course aux armements et la nécessité qu'ils désarment les premiers. Mais il a fait pression sur la Belgique pour qu'elle accepte l'installation des Pershing américains et il a tenté de discréditer le mouvement pour la paix pourtant indispensable pour faire reculer les deux superpuissances, en affirmant que *«le pacifisme est à l'Ouest et les euromissiles sont à l'Est»*.

Plus précis, Jacques Huntzinger, secrétaire national du PS, a accusé le mouvement pacifiste européen d'être unilatéral et appelé les militants du PS à ne participer à aucune manifestation, alors que les différentes manifestations organisées en France exigent *«le désarmement à l'Est comme à l'Ouest»* ou *«la destruction des SS20 et la non-installation des Pershing»*. De son côté, à l'issue du Conseil des ministres du 19 octobre, le gouvernement a déclaré que la France *«résiste et résistera à un enchaînement de lâcheté et d'ignorance»*.

● TIMOR :

REPRISE DES COMBATS POUR L'INDÉPENDANCE

Malgré une répression féroce ayant coûté la vie à plus de cent mille Timorais sur six-cent cinquante mille habitants, les Indonésiens n'ont pu briser la résistance du peuple, dirigée par le FRETILIN (Front pour l'indépendance de Timor).

Dans l'ancienne colonie portugaise, annexée par l'Indonésie en 1975, le FRETILIN, qui a combattu la colonisation portugaise et l'invasion indonésienne, a su regrouper les forces qui avaient échappé à la répression, se doter d'une nouvelle direction, et rallier de nombreux supplétifs timorais engagés par les Indonésiens, contraignant ceux-ci à la négociation. Cependant, l'Indonésie reste prête à s'attaquer à nouveau aux populations civiles pour priver d'appui la résistance. La vigilance internationale s'impose.

Ph. RIJSEL

CHINE

Conquérir la moitié du ciel

«Les femmes chinoises ont beaucoup progressé, mais elles sont encore loin de posséder la moitié du ciel» déclarait, il y a quelques semaines dans le quotidien de Pékin *«China Dally»*, Lei Jieqiong, vice-présidente de la Fédération des femmes de Chine et présidente de l'un des partis associés au Parti communiste chinois, *l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie*.

Thème abordé également par le Ve Congrès national des femmes qui s'est tenu à Pékin du 2 au 12 septembre où Lei Jieqiong a prononcé le discours d'ouverture. Débat qui vient à point : après les désenchantements de la révolution culturelle, la crise de confiance, la brusque ouverture vers l'extérieur, des phénomènes que l'on croyait à jamais éliminés sont réapparus : mariages forcés, vente des femmes, viols collectifs, réseaux de prostitution, infanticide féminin, mauvais traitements de la mère en cas de naissance féminine, etc. De plus les dernières statistiques publiées révèlent que 70% des 200 millions d'illettrés du pays sont des femmes.

Certes le rapport présenté au Congrès par Kang Keqing, présidente de la Fédération des femmes, souligne tous les progrès que les femmes chinoises ont connus depuis 1949.

Rien de comparable à l'ancienne société. Moins considérée souvent qu'un animal domestique, la femme chinoise pouvait tout à fait normalement être vendue ou achetée, mariée dès son plus jeune âge, parfois même à un nouveau né, répudiée, tuée impunément par son père ou son mari, livrée à la prostitution. Aucune loi, aucun règlement ne la protégeait, ne lui reconnaissait le droit à l'existence.

Aujourd'hui, la Chine s'est dotée d'une législation particulièrement avancée, à commencer par la célèbre loi sur le mariage, l'une des toutes premières de la République populaire de Chine, qui permit après la Libération à de très nombreuses femmes de casser les mariages forcés. Aussi la cause de l'émancipation des femmes a-t-elle fait en 35 ans des progrès spectaculaires : 5,35 millions de femmes sont des cadres, soit 13 fois plus qu'en 1951, et 39,35 millions de femmes travaillent dans les villes, soit 60 fois le chiffre de 1951, tandis que 20% des représentants aux Assemblées populaires de tous les échelons sont des femmes.

Mais élaborer des lois, prendre des mesures d'ordre social, était relativement aisé. Combattre le poids des vieilles idées et des traditions féodales an-

crées dans la vie quotidienne était une autre entreprise, plus difficile, plus délicate et plus longue.

Lei Jeiqiong dans son interview montre notamment que des concepts traditionnels, tels que la «succession par le fils» et la «piété filiale» continuent à retarder l'émancipation des femmes.

«Pourquoi —dit-elle— *considérer que l'augmentation actuelle du nombre des divorces est une évolution vers un mode de vie "bourgeoise"? Pourquoi la liberté de se marier comme on le désire se traduit-elle par une extorsion de cadeaux auprès de la famille du marié, ce qui revient en fait à "vendre les filles" d'une manière détournée?»*

Pour elle, l'augmentation du nombre des divorces est, tout au contraire le signe du rejet par les femmes des idées féodales. Malgré l'égalité officiellement proclamée par la loi, *«la société n'accorde souvent pas aux femmes le même droit qu'aux hommes en matière de remariage». «La discrimination sexuelle et l'infanticide de bébés filles* —a-t-elle ajouté— *ne sont que les manifestations visibles de l'invisible partialité patriarcale qui persiste malgré les règlements et les lois publiés depuis la Libération sur l'égalité politique et économique.»*

De son côté, la présidente de la Fédération des femmes remarque que l'égalité entre l'homme et la femme et l'émancipation totale des femmes passent par leur participation accrue au travail social. *«L'idée selon laquelle les* "femmes doivent retourner à la maison pour se consacrer aux travaux familiaux et aux besognes domestiques" *ne correspond ni à l'égalité socialiste entre l'homme et la femme ni au principe de l'émancipation des femmes et affaiblit certainement les forces consacrées à la modernisation socialiste...»*

Aussi les tâches pour les femmes et les communistes sont-elles claires. Deng Ying chao* intervenant au nom du Comité central du Parti communiste chinois, devait rappeler aux congressistes : *«Sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des femmes et des enfants est la responsabilité de tout le parti et de toute la société. Les femmes cadres aux divers échelons et les cadres qui s'occupent du travail des femmes doivent lutter résolument pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs intérêts.»*

Le Congrès des femmes de Chine semble donc marquer un tournant important dans la façon d'aborder la question des femmes. Après leur participation active à la révolution chinoise, après la confiance dans la légalité, la confusion et l'égalitarisme de la révolution culturelle, une période de relative indifférence à la spécificité de la question, le Parti communiste chinois en appelle aujourd'hui directement aux femmes. *«L'émancipation de la femme chinoise dépend de vous»* leur dit-il. *«Appuyez-vous sur les réalités socialistes existantes, notamment la Constitution et les lois de l'Etat, mais surtout prenez en main votre propre libération, personne ne le fera à votre place.»* Tel est le message du Congrès de la Fédération des femmes chinoises.

Alain CASTAN

*** Deng Ying chao : militante révolutionnaire de la première heure, dans le «Mouvement du 4 mai 1919», et épouse de Zhou En laï.**

DE RETOUR DU NICARAGUA LIBRE

Après une longue nuit d'avion, nous découvrons la capitale du Nicaragua, Managua. De part et d'autre de la piste, subsistent des carcasses d'avions, témoins des derniers affrontements de la guerre de libération de 1979. La chaleur suffocante, une végétation très luxuriante, une population très métissée, nous situent de prime abord le paysage local. Notre premier contact avec la capitale nous donne une impression d'une ville très fantomatique. Le cœur de la capitale étant composé des ruines de maisons détruites par le séisme de 1972 qui n'ont jamais été reconstruites, Somoza, l'ancien dictateur, avait empoché toutes les aides internationales. C'est une ville du Tiers Monde où se côtoient des villas de grand luxe et la misère la plus grande dans des bidonvilles, malgré les efforts du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) pour améliorer les conditions de vie du peuple.

Une circulation importante, bruyante envahit la ville, beaucoup de taxis mais aussi beaucoup de voitures dont les plaques rouges sur fond blanc (style plaque d'immatriculation US) portent l'inscription *«Nicaragua libre»*. Comme autre moyen de transport, les bus dans lesquels s'agglutinent des grappes humaines qui, faute de trouver une place à l'intérieur, se hissent sur les marches-pieds, voire sur les toits. Ces bus d'origine américaine, très usagés, se voient pour la plupart immobilisés du fait du blocus économique des Etats-Unis notamment pour les pièces de rechange. Enfin, dernière impression de Managua, à notre arrivée, début août, la menace américaine (les manœuvres US commençaient) pesait beaucoup sur l'atmosphère de la ville; le nombre impressionnant de militaires à tous les coins de la ville en faisait une ville sur la défensive mais pas assiégée.

Après ce bref séjour à Managua, les différents groupes de Français internationalistes se rendirent sur leurs chantiers respectifs, deux dans le nord (Chinandega, Leon), trois au sud de la capitale, Nikinohomo, puis Buena-Vista et San Marcos où Marie-Claude et moi nous nous rendions. Tout d'abord, San Marcos, bourgade de 12 000 habitants dont l'économie est tournée vers l'agriculture et l'agro-alimentaire, est un centre scolaire important. Buena-Vista, est un tout petit village de quelques dizaines d'habitants qui ne reçoit, tout comme San Marcos, d'aide de l'Etat que dans le domaine de la santé et de l'éducation; pour le reste, les municipalités doivent compter sur elles-mêmes.

Les organisations populaires qui existent dans ces lieux sont l'AMNLAE (association de femmes), les CDS (comité de défense sandiniste - comité de quartier), les JS (organisation des jeunesses sandinistes), l'ATC (association des travailleurs agricoles), UNAG (union nationale des agriculteurs et éleveurs), les milices populaires, le PSN (parti communiste participant au processus)...

Nous avons assisté à une réunion du CDS de Buena-Vista où il était discuté du problème de rationnement et de leur difficulté à nourrir les ouvriers du chantier de l'école (payés par l'Etat mais nourris et logés par le village). Il était discuté aussi de la prise en charge de la vigilance, *«que ce ne soit pas toujours les mêmes, que chacun comprenne la nécessité de cette vigilance»*...

Si la participation populaire à la gestion du village est réelle à Buena-Vista, il en va autrement à San Marcos. Les organisations de masse y sont très peu dynamiques et fonctionnent en circuit fermé essentiellement avec des instituteurs et professeurs, c'est ainsi que fonctionnait le comité de construction de notre école soit-disant émanation de l'action de parents d'élèves. Tout cela pouvait entraîner des comportements pas toujours appréciés par les ouvriers du chantier. Ces exemples contradictoires montrent la complexité du processus révolutionnaire en cours au Nicaragua.

RÉALITÉ D'UN PAYS AGRESSÉ

Par contre, la défense du pays est un thème fort mobilisateur. Il y a actuellement au Nicaragua, 80 000 miliciens (volontaires) ou réservistes (volontaires aussi) mobilisés à la frontière, l'armée se composant de 50 000 «professionnels». A San Marcos, sur une population de 12 000 habitants, 4 000 étaient partis volontairement dans des bataillons de réserve, se battre aux frontières, 700 participaient aux milices populaires qui patrouillent la nuit et qui se rendent de points de vigilance en points de vigilance, ceux-ci consistant à surveiller, à partir de chaque bloc de maisons, les allées et venues de la rue, par une famille jusqu'à une heure avancée de la nuit. Actuellement, il n'y a pas de service militaire obligatoire et le FSLN a lancé un grand débat sur ce thème. Le service patriotique est une revendication populaire surtout de la jeunesse, elle rétablirait une certaine justice dans la mesure où ce sont les plus pauvres qui se mobilisent le plus pour se battre à la frontière.

Devant cette réalité d'un pays agressé économiquement et militairement de l'extérieur, nous ne pouvons passer sous silence les méfaits de la contre-révolution dans le pays. Son rôle consiste à faire peur à la population en s'attaquant aux responsables d'organisations. C'est ainsi que pendant notre séjour, un responsable syndical paysan a été assassiné et découpé en morceaux par les contre-révolutionnaires du commandant Zéro réfugiés au Costa-Rica. Ceux-ci profitent des conditions économiques très difficiles pour provoquer des sabotages contre des installations d'intérêt économique; c'est pourquoi à Masatepe (10 km de San Marcos), un bâtiment de stockage de grains de base, véritable fort assiégé, était gardé jour et nuit par la milice.

APPEL A LA SOLIDARITÉ

Le 21 août 1983, à Niquinohomo (Nicaragua), des représentants des brigades européennes et américaines ayant séjourné au Nicaragua, ont lancé un *«appel pressant»* à l'opinion publique internationale : *«La situation est grave et nous ne pouvons pas nous taire, nous ne pouvons pas permettre un nouveau Vietnam.»* Dans cet appel, ils précisent notamment qu'*«a commencé au Nicaragua un important processus de transformation économique et sociale soutenu par l'immense majorité de la population : –campagne d'alphabétisation, ayant abouti à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants et d'adultes; –réforme agraire avec répartition des terres et création de coopératives; –nationalisation des secteurs bancaires et des industries vitales; –réaffirmation du pluralisme politique et respect des libertés fondamentales (abolition de la peine capitale, respect des croyances religieuses).*

«Cette transformation sociale s'appuie sur une mobilisation populaire à travers les syndicats, les partis et les autres formes d'auto-organisation. (...) Depuis le triomphe de la révolution, le peuple du Nicaragua subit constamment des agressions de toutes sortes, appuyées et financées par les gouvernements des Etats-Unis et du Honduras. (...) Et ils concluent en demandant : *«Aux gouvernements de nos pays respectifs, aux personnalités civiles et religieuses, à toutes les organisations ouvrières, paysannes, intellectuelles, à tous les partis politiques, syndicats et organisations de masse :*

1) qu'ils exigent de l'administration Reagan qu'elle retire ses navires et armées des frontières et qu'elle cesse ses agressions constantes.

2) qu'ils appuient les efforts de paix formulés par le FSLN et le gouvernement du Nicaragua et toutes les actions comme celles du Contadora qui garantissent la non-intervention en Amérique centrale.

3) intensifier les actions de protestation devant les ambassades des Etats-Unis dans chacun de nos pays et utiliser toutes les formes de réplique et de mobilisation : campagnes publiques, solidarités financières, renforcement de brigades volontaires...»

Aux obsèques de huit jeunes miliciens tués à la frontière nord-est du pays, large mobilisation populaire pour crier : *«No pasaran»*. La Jeunesse sandiniste scandait : *«Sans le sacrifice de la jeunesse, il n'y a pas de révolution»*.

Effectivement, la stratégie des USA est de saboter l'économie nicaraguayenne, de provoquer des pénuries alimentaires et de biens de consommation. Sur le plan militaire, son intervention serait planifiée en trois temps : actuellement, soutien militaire et logistique aux anciens partisans de Somoza au Honduras et du commandant Zéro au Costa-Rica. Dans un deuxième temps, quand la situation économique le permettrait, provocations de l'armée hondurienne qui entraîneraient, si le Nicaragua réplique, l'intervention plus ou moins directe des USA. Sur le plan diplomatique, Reagan s'active actuellement à isoler le Nicaragua des pays d'Europe et d'Amérique latine pour qu'il n'ait plus comme solution que de se réfugier dans le giron de l'URSS et ainsi neutraliser le processus révolutionnaire.

C'est pourquoi le Nicaragua a besoin de l'aide internationale pour assurer son indépendance. Actuellement, ce sont surtout l'URSS et Cuba qui apportent le plus d'aides, mais à ce sujet Isabelle (représentante d'AMNLAE à Buena-Vista) nous disait : *«Nous ne sommes et ne voulons être embrigadés à une autre puissance.»*

Jaime Wheelocke, ministre de l'Agriculture, disait dans son discours à l'occasion de la remise officielle des terres expropriées aux coopératives agricoles (à Massaya, le 7 août 83) :

«... Ici, nous ne discutons pas pour savoir si Marx ou Engels ou Lénine eurent raison. Il y aura un temps pour philosopher sur cela, indépendamment du respect que nous pouvons avoir pour les idées; le problème du Nicaragua n'est pas un problème d'idées, mais c'est d'apprendre à lire, à éviter que les enfants continuent à être pieds nus, à faire des hôpitaux, à travailler la terre, à ouvrir des écoles, à faire des maisons, à construire une société juste, indépendante de toute idée...

«... C'est pourquoi l'impérialisme nous agresse. L'impérialisme ne nous agresse pas parce que nous serions amis de Cuba, ou parce que nous avons droit à maintenir n'importe quel droit avec un pays qu'il s'appelle Mexique, Union soviétique... Nous sommes libres de choisir nos amis, nos alliés (applaudissements de la foule). *Mais il ne nous agressent pas pour ces raisons, et ils ne veulent pas intervenir au Nicaragua, à cause de l'amitié que nous pouvons avoir avec ces peuples, car quand il y avait la révolution d'Octobre en Russie et en Union soviétique, lorsqu'était à peine commencée la révolution de 1917, déjà commençait l'intervention nord-américaine. Elle était depuis 5 ans au Nicaragua...»*

Michel M. et Marie-Claude S.
(ont participé à un groupe de Français internationalistes» en été 83 au Nicaragua).

IMPRESSIONS D'ALGERIE
— 1983 —

En visitant Blida, Medea, Berrouaghia, Rebaia, Alger et sa région, je viens d'effectuer en Algérie un séjour ensoleillé et plein d'enseignements. Vingt-neuf ans après le déclenchement de sa Révolution nationale, le peuple algérien dispose d'un bilan positif. Qui dit « bilan » implique naturellement que demeurent des aspects encore négatifs. Mais, à mon avis, le positif l'emporte incontestablement. L'Algérie d'aujourd'hui est en plein développement, c'est un immense chantier qui dispose déjà d'importantes réalisations dans tous les domaines.

N'étant pas économiste de formation, je m'abstiendrai d'apporter des données et preuves statistiques. Je ne peux relater, à travers quelques exemples, que mes impressions. Pourtant, j'ai vu des usines en fonctionnement ou en construction; dans la Mitidja et sur les Hauts plateaux de l'Atlas tellien, j'ai pu constater l'important effort réalisé dans le domaine de l'agriculture; dans toutes les villes et villages, j'ai croisé des milliers et des milliers d'enfants se rendant ou sortant des écoles, qui n'existaient pas autrefois; en de nombreux endroits, j'ai remarqué les constructions de logements récentes ou en cours; à l'Université d'Alger, j'ai rencontré des centaines d'étudiantes et étudiants algériens.

Parmi d'autres, voici quelques images retenues : à l'époque coloniale, les gorges de la Chiffa étaient surtout réputées pour leur panorama touristique et l'amusant spectacle des singes. Maintenant, si demeurent ici quelques macaques toujours amusants, l'ancienne route encaissée et sinueuse laisse place à un chantier de trente kilomètres, destiné à l'édification d'une voie de circulation large et moderne. Cette route, réalisée en trois années, permettra bientôt le transport rapide et massif des produits agricoles et industriels des Hauts plateaux et du Sud algérien. On parle de régions, aussi fertiles que la Mitidja, que les travaux en cours d'achèvement permettront de mettre en valeur.

Dans de nombreuses villes et autres concentrations urbaines sont maintenant présents des marchés de denrées alimentaires et marchandises diverses : les *souks el fellah*. Leur construction rappelle nos « grandes surfaces », mais ce sont des marchés d'Etat. Les acheteurs s'y pressent. Suivant la nature des arrivages, la demande excède encore l'offre et des queues de clients se forment. En tout cas, ceux que j'ai visités sont bien approvisionnés, notamment en fruits et légumes.

A Sidi-Fredj, presqu'île du débarquement des troupes françaises lors de l'agression colonialiste de 1830, à l'endroit où prirent pied les premiers soldats étrangers, s'élève un théâtre de verdure avec de nombreux gradins. Quelques mètres plus loin, un établissement moderne de thalassothérapie offre ses soins pour guérir les rhumatisants.

Il y aurait bien d'autres images, ne serait-ce que l'impression d'extraordinaire jeunesse que produit la foule algérienne, dense, bruyante, éclatante. L'Algérie est une nation où plus de 80% de la population a moins de 35 ans!

Je ne cacherai pas ce qui me semble constituer des difficultés notables non encore surmontées. La progression démographique est l'une des plus fortes du monde. Les études prospectives de l'ONU en la matière avancent le chiffre de 70 millions d'habitants en Algérie en l'an 2020. Ce phénomène a des conséquences graves, difficiles à maîtriser. Par exemple, la capitale, Alger, passée de 600 000 habitants à l'Indépendance à 3 millions aujourd'hui, manque de logements. Des bidonvilles sont réapparus, abritant des familles venues des montagnes depuis 1962. Le gouvernement vient de prendre des mesures de « dégourbisation » en renvoyant dans leurs douars d'origine nombre d'entre elles. Mesure très approuvée par la population d'implantation algéroise ancienne, contestée par d'autres pour la forme autoritaire qu'elle a dû revêtir.

Alger connaît aussi une pénurie d'eau, surtout dans les quartiers et banlieues situées sur les hauteurs et pendant la période d'été. Une situation que les autorités s'efforcent de résoudre, non sans se heurter à de réelles difficultés.

Malgré cette poussée démographique, je n'ai pas rencontré un seul Algérien qui parle de « chômage ». Pour tous, y compris ceux qui n'hésitent pas à critiquer certaines mesures ou orientations, *« un Algérien qui veut travailler ne manque pas de travail »*.

Le monument immense dressé à la gloire des martyrs de la Révolution, est impressionnant. Il domine Alger. Certains critiquent son architecture, mais tous les Algériens en apprécient la haute signification et le symbole historique. Illuminé la nuit, il m'est apparu encore plus saisissant que le jour. Dans sa base se trouve une riche exposition nationale sur les luttes de 1830 à 1962 contre l'occupation colonialiste de l'Algérie. Une salle de recueillement, de conception architecturale islamique, mais non religieuse (ce n'est pas une mosquée) incite au souvenir des millions de femmes et d'hommes qui ont donné leurs vies pour la liberté de leur peuple.

Ma qualité d'historien m'a valu le privilège d'être invité à une réception donnée par le ministre de la Culture, M. Meziane, à l'occasion de la Foire internationale du Livre. Cette manifestation a renouvelé le prestige considérable de l'Algérie sur le plan international, que lui avait donné, l'an passé, la première Foire de ce genre.

Rentré en France au moment où se produisait l'ignoble attentat terroriste de Marseille, j'ai pu aisément comparer le calme et la sérénité de la Foire d'Alger avec la tension et l'insécurité de la Foire de Marseille. Mais le terroriste qui visait, comme je le pense, le stand de l'Algérie, agit de façon totalement anachronique. Aucun crime ne pourra plus jamais empêcher l'indépendance si chèrement acquise du 1er novembre 1954 au 5 juillet 1962 par l'héroïque peuple algérien, ni le plein développement de sa nation retrouvée.

Jacques JURQUET

CINEMA

LA RUE CASES NEGRES
d'Euzha Palcy

Un film de femme sur la vie d'un peuple opprimé par le colonialisme : il ne faut pas rater. *« Rue Cases nègres »** est de ceux-là. Réalisé par une femme, il nous transporte dans le temps et dans l'espace : la Martinique voilà quelque 50 années.

1931. En France, on prépare l'Expo coloniale... Clinquant et couleur locale. A 6000 km de là, l'exotisme des madras et du rhum *Négrita*, fait place à la misère. Des hommes et des femmes triment dans les plantations de canne à sucre pour le plus grand profit des Blancs et autres békés, des compagnies... Ils vivent dans des baraquements misérables : la rue Cases nègres.

Là-bas, vit José, un jeune Martiniquais. Pour sortir de la misère, de la rue Cases nègres, il faut étudier... M'man Tine (remarquable et émouvante Darling Légitimus) est là pour épauler José. L'instruction, la sacro-sainte instruction, dans un pays où l'analphabétisme est plus prolifique que la patate douce, est le sésame, la clef qui ouvre la porte pour sortir de la misère... vers la liberté?

Mais demain que sera José? Un « p'tit blanc » de plus qui aidera à exploiter ses frères? Ou, plus sûrement, comme nous le laisse supposer le film, une voix de plus pour dénoncer l'exploitation et le colonialisme?

Une tranche de vie, en forme de chronique, sur la vie du peuple martiniquais voici un demi-siècle. De l'histoire ancienne? Aujourd'hui, on nous fait rêver à longueur de films dépliants touristiques où le héros, blanc, mène la danse... Mais à la Martinique, à la Guadeloupe, à Haïti... des rues Cases nègres existent encore.

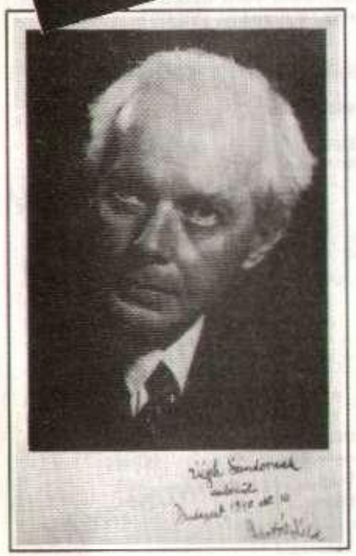
Claude DHALLUIN

* Tiré du livre de Joseph Zobel. En vente aux *Herbes sauvages* 70, rue de Belleville 75020.

VIVE LA SOCIALE
de Gérard Mordillat

A trop vouloir en faire, on se plante. Faire un film sur le XXe, quartier populaire de Paris s'il en fut (et il en est de moins en moins), part d'un bon sentiment: Mais si ça doit servir de prétexte au sieur Mordillat pour nous conter sa vie, au demeurant banale, de sa première cuti-positive à ses facéties matrimoniales, en passant par ses premières baisouilles... ça manque plutôt d'intérêt! Difficile d'y retrouver le XXe populaire et un tantinet gouailleur que certain d'entre nous —la trentaine bien sonnée— ont pu connaître. « Anarcho » qualifieront certains, en mal d'étiquettes... Même pas, c'est là le drame.

MUSIQUE



Béla Bartok : UN PIONNIER DU COLLECTAGE

Le nom de Béla Bartok reste lié à l'affirmation de l'identité culturelle hongroise qui a convergé avec la Commune de Budapest en 1919. Ce n'est pas tout à fait le fruit du hasard. La musique de Bartok est, dès ses débuts, contemporaine de l'émancipation nationale hongroise du joug autrichien. Cela s'est traduit tout d'abord par une rupture formelle avec la « musique germanique » dominante au XIXe siècle. D'autres musiciens, tels que Liszt, avaient fait œuvres de novateurs mais leur musique restait dans le prolongement des créations antérieures à l'usage des élites européennes.

L'originalité de Bartok (et de son compatriote et ami, Zoltan Kodaly) est d'avoir été le pionnier dans l'introduction de musiques populaires dans la musique classique. Sa démarche en trois temps est exemplaire et maintes fois copiée de nos jours :

Dans un premier temps, il n'a pas hésité à sortir des sphères académiques habituelles pour collecter la musique populaire auprès des paysans, non seulement hongrois, mais aussi slovaques, roumains, serbes, turcs, arabes... C'est à partir de cette activité qu'il a pu constater que la mémoire populaire conserve les créations culturelles de toute une nation, et qu'il a pu affirmer que *« la haine sociale est le fait des couches supérieures »*.

Dès lors, et c'est le deuxième temps, il retranscrit ces musiques populaires, les harmonise et les porte à la connaissance d'un public plus vaste. C'est cette même démarche qu'approfondira Zoltan Kodaly. Celui-ci a, de ce fait, recréé une musique nationale hongroise en composant à partir de thèmes issus du collectage (psaumes...).

Le but de Bartok était autre et visait à intégrer l'ensemble des musiques populaires dans un cadre plus général et atteindre, ainsi, à l'universalité. Ses compositions abondent en phrases musicales ou en rythmes empruntés au folklore. Il a ainsi ouvert une nouvelle voie qui est encore explorée de nos jours.

Serge SENEZ

Les lecteurs nous écrivent

UN LECTEUR DES COMORES

Votre journal m'intéresse beaucoup, car il révèle tant de choses que la presse bourgeoise déforme ou dont elle ne parle presque pas. Le fait que votre journal s'intéresse aux problèmes de notre pays et particulièrement à la lutte que mène notre peuple, prouve que vous vous en tenez à l'internationalisme prolétarien. Continuez à publier des articles qui parlent de la lutte des différents peuples du monde. L'article sur la lutte du peuple philippin m'a fort intéressé...

D. A. (Comores)

DIMINUER L'IMAGE D'UN PARTI SECTAIRE

Quelques remarques sur *Travailleurs*. L'action et la vie du parti n'y apparaissent que trop rarement. Le but de notre action, l'instauration du socialisme sont trop souvent absents des articles. La connaissance des organisations de masse est intéressante mais pas assez vivante. D'autre part, pour *PCML-Flash*, il y a souvent des redites d'information connues par les autres médias. Cependant, malgré ces quelques critiques, le système actuel est satisfaisant et *Travailleurs* bien adapté à une diffusion large. Il contribue à diminuer l'image d'un parti sectaire. Amitiés et bon courage...

C. H. (Antony)

A PROPOS DU DÉSARMEMENT

Je voudrais formuler quelques réflexions à propos de vos positions sur le désarmement, les euromissiles, l'OTAN, etc. Tout d'abord, il me semble qu'on ne peut pas mettre sur le même pied l'armement nucléaire français et chinois. La Chine dispose d'un armement nucléaire dissuasif pour se protéger effectivement des menaces et du chantage des deux superpuissances, URSS et Etats-Unis; son armement, a priori, n'est pas dirigé contre tel ou tel pays. Ce qui n'est pas le cas de la France. La force française est uniquement dirigée contre l'Est; elle n'est pas indépendante, puisqu'elle dépend de l'OTAN et des Etats-Unis pour ce qui est des renseignements en cas d'attaque; la France d'ailleurs est membre de l'Alliance atlantique; il suffit de constater la constance et l'acharnement de F. Mitterrand avec lesquels celui-ci insiste sur la nécessité d'installer sur le sol européen les Cruise et les Pershing pour se rendre compte que notre pays n'est pas indépendant sur le plan militaire et stratégique. Vous avez raison d'exiger le démantèlement des SS20; mais jusqu'à preuve du contraire ces missiles sont installés sur le territoire de l'URSS, tandis que les Cruise et les Pershing vont être installés chez les autres, en Europe. C'est toute la différence, elle est importante. Je pense, pour ma part, que l'atlantisme est à rejeter catégoriquement et franchement. La France doit quitter l'Alliance atlantique, refuser le parapluie nucléaire américain, et s'inscrire dans le mouvement des non-alignés. Il faut combattre résolument la diplomatie française pro-américaine, atlantiste, jusqu'auboutiste, hypocrite... Suivre cette voie ne peut nous mener que vers la course aux armements et en définitive à la guerre...

A. J-P (Vaucluse)

A PROPOS DU PROTECTIONNISME

Protectionnisme : voilà un mot qui fleurit depuis quelque temps dans les propos de tous les chefs d'Etat et gouvernement occidentaux, tous se défendant de le pratiquer, chacun accusant, par contre, le voisin de prendre des mesures protectionnistes...

Dans notre pays, le seul grand parti faisant implicitement référence à la mise en œuvre de mesures protectionnistes, est le PCF, ses propositions étant accompagnées de projets de réorganisation de la production nationale, dont la rentabilité serait alors jugée sur d'autres critères que ceux actuellement en vigueur.

Quels sont les enjeux qui se cachent derrière tout cela? Qu'est-ce qui est craint ou visé à travers le protectionnisme?

C'est en ces termes que commence l'article de *Prolétariat* n°26-27, intitulé *«Protectionnisme, impérialisme et socialisme»*, signé François Larguier. Après avoir évoqué l'histoire du protectionnisme dans le monde et s'être interrogé sur les raisons de l'offensive actuelle contre le protectionnisme, François Larguier examine le mot d'ordre *«Produisons français»* et les nouveaux critères de gestion du PCF et souligne des points de désaccords et d'interrogation à leur sujet. Il propose enfin des mesures économiques de rupture avec l'impérialisme que devrait mettre en œuvre une France socialiste, indépendante et solidaire du Tiers Monde. Dans *Prolétariat* n°26-27. A demander à Presse d'Aujourd'hui. BP90 75962 Paris Cedex 20 (prix : 12,00 F + port). Abonnements : 4 numéros : 50,00 F.

PCML Flash Hebdomadaire — Presse d'Aujourd'hui B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20 Tél. 16 (1) 366 71 53 — **TRAVAILLEURS** Mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 90,00 F ☐ soutien : 100,00 F ☐

12 mois : 150,00 F ☐ soutien : 200,00 F ☐

Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. 1 an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.

Notre journal ne peut vivre que de votre soutien, votre abonnement

JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE

29 NOVEMBRE

AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

← La terre de Palestine drapée de la *Koufia* du *Fidaï*.

← *« Les femmes palestiniennes luttent pour la libération »*

7 janvier. Journée du martyr palestinien. *« Nous ne t'oublierons pas »*. ←

→ La colombe et le kalachnikov : la lutte et l'espoir.

Il y a cinq ans, l'ONU déclarait le 29 novembre *« Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien »*. Ce 29 novembre 1983, jamais tant la solidarité n'a eu besoin d'être élargie et renforcée. La résistance palestinienne a dû prendre l'exil après le départ de Beyrouth de septembre 82, nécessairement fragilisée par la dispersion des militants organisés. Et des millions d'hommes et de femmes palestiniens restent plus que jamais exposés aux périls, à la souffrance et à la mort, démunis de leur terre, séparés les uns des autres. Dans ces épreuves les plus difficiles, éclate toujours la même vérité ineffaçable : l'existence du peuple palestinien, son déracinement —préjudice historique quasi sans précédent—, sa farouche volonté de retrouver sa terre. Les affiches en sont preuve : outils militants certes, elles sont avant tout objets d'art et de culture que seul sait produire un peuple attaché à son sol et à son histoire, un peuple tenaillé par l'espoir d'y vivre libre et d'y mourir. *« Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines, je résisterai »* : c'est le titre que *Prolétariat* consacra à un numéro spécial, à l'automne 82, reproduisant plusieurs affiches palestiniennes.